5e Année, N° 76 - 15 Mars 1929

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-X

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES
MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)
Les Notes Economiques (R. Louzon)
La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)
Parmi nos Lettres (De tout et de tous)
A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).
Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)
Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Auffère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois....... 20 fr. Un an......... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ...... 26 fr. Un an......... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. Marzet.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades Busseuil ou Barat.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration : Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.

Chèque postal : Fronty, 96, quai Jemmapes, Paris — N° 1221-03.

LE CARNET DU SAUVAGE

La crise du parti communiste

Il y a trois mois que je n'ai parlé de la crise du parti communiste. En décembre, elle paraissait devoir se dénouer assez facilement. Oh! un dénouement tout provisoire, permettant de respirer un moment avant que n'éclate un nouvel accès de crise.

Vous vous rappelez l'explication que j'en donnais. La discussion entre Staline et Rykov ayant tourné court, plus besoin n'était de discuter, dans le parti français, avec la même violence. Tout le monde était staliniste en attendant que tout le monde devienne rykoviste. En outre, il avait bien fallu modérer le ton quand on avait vu derrière Renaud Jean, Doriot et Bernard, tout le groupe parlementaire, tout le groupe de l'Hôtel de Ville, toutes les municipalités de la banlieue rouge. Le morceau était gros à avaler.

On peut dire aujourd'hui que la crise ne se dénouera pas aisément; elle a traîné pendant quelques mois, mais elle va rebondir bientôt avec violence. Cela se devine à certains signes qui ne trompent pas. Par exemple, l'excès de zèle d'un tas de chefs et de sous-chefs. Doriot se met et se remet à plat ventre devant les résolutions du VIe Congrès; Raynaud fait des déclarations de très humble subordination au parti en plein Congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne; Monmousseau tape sur nous à tour de bras. Vous savez que ça, ça ne trompe pas!

Chaque fois que le secrétaire de la C. G. T. U. a des malheurs dans le parti, il n'a qu'un moyen de se soulager ou d'essayer de rentrer en grâce, c'est de taper sur nous. Cette fois encore, il n'y a pas manqué. Un camarade russe m'a raconté ces jours derniers qu'il n'avait jamais vu un militant se laisser traiter comme Monmousseau s'est laissé traiter récemment à Moscou par Courtade, un délégué des Jeunesses. Il faisait pitié tellement il baissait le nez. Aujourd'hui, il le relève contre nous, il fait le flambard. Pauvre type, il faut bien qu'il se console! Il faut bien, peut-être aussi, qu'il écarte le danger suspendu sur sa tête. Si l'on allait le suspecter d'être rykoviste, boukhariniste, ou tomskyste? Ou simplement de n'être pas absolument docile? Si on allait, surtout, lui chiper sa place à la C. G. T. U. sans lui en donner une autre équivalente, au parti ou à la Chambre? Alors, en plusieurs articles de la Vie Ouvrière *il a copieusement mêlé injures à notre adresse et louanges à Staline. Après ça, s'il n'est pas à l'abri, c'est que vraiment, il n'y a pas de justice.*

Malheureusement, il n'y a guère de justice sur cette terre. L'Internationale communiste ordonne qu'en chaque parti on découvre une droite. Elle ne peut pas se figurer qu'il n'y ait pas dans les cercles dirigeants du parti français quelques hommes pour se solidariser avec Brandler et Thalheimer, ou tout au moins les défendre. Elle ne se figure pas davantage que la droite russe n'ait pas ses amis en France, que Boukharine et Tomsky n'y aient pas, parmi tant de voyageurs, quelques représentants. Elle connaît mal les dirigeants de son parti français. Ils sont unanimement pour qui tient la caisse à Moscou et tant qu'il la tient, mais pas une minute de plus. Aussi, que vient-on leur demander de trouver dans leur sein une droite! Et, l'ayant trouvée, de l'immoler impitoyablement. Telle est la volonté de Molotof, bras de fer de Staline. Certes, il y a en France, au su de tout le monde et de Staline tout le premier, une droite aussi historique, — qu'est-ce que je dis? beaucoup plus historique — que celle de Tchécoslovaquie. Le Cachin jusqu'auboutiste de guerre fait la pige à Smeral, mais soyez tranquilles, il ne s'agit pas de cette droite-là. Elle a tant à se faire pardonner qu'on ne pourrait pas trouver domestiques plus dociles. C'est une autre droite qu'il faut, plus neuve, n'ayant pas les mêmes racines dans le parti.

Renaud Jean, qui n'a rien à se faire pardonner, se permet de loin en loin quelques libertés. Haro sur Renaud Jean! Doriot avait misé sur Rykov et Boukharine; il change son jeu maintenant, quitte à le rechanger demain. Trop tard. Haro sur Doriot! Bernard a rédigé, en qualité de secrétaire du parti, une résolution sur la neutralité syndicale, traduisant la pensée de tout le Bureau politique, mais qui a fait pousser les hauts cris à Moscou. Haro sur Bernard! Il faut chasser la droite du parti. Il faut chasser Renaud Jean, Doriot et Bernard.

C'est ce qu'a réclamé un délégué des Jeunesses, Lepreux, à la Conférence de l'Entente des J. C. à Orléans. C'est ce que réclament tous les Lepreux, dans toutes les conférences des J. C.

*Les Jeunes mènent la danse contre la droite. Ce serait très bien si l'idée communiste seule les animait. Mais il semble qu'autre chose, surtout, les échauffe : la conquête de la direction du parti, avec la conquête des places de l'appareil et de l'*Humanité*. Il y a quelque temps, un jeune rédacteur de l'*Humanité*, en poussant le cri de guerre de sa génération, faisait défaillir Cachin. Je pense que Thorez avait dû faire subir pareille défaillance à nombre d'autres Cachins quand il avait formulé, voilà déjà un an, le nouveau mot d'ordre : Tout le pouvoir aux jeunes dans le parti! C'était au IXe Exécutif, en février 1928. Un camarade italien avait dit que la ligne du parti français n'était pas une ligne communiste, mais un compromis assez mauvais entre les deux courants qui ont formé ce parti, un courant de gauche de la social-démocratie et un courant anarcho-syndicaliste. Thorez lui répliqua en signalant l'existence d'un troisième courant, qui devient de plus la base essentielle du parti, celui des jeunes ouvriers venus après la guerre et formés dans les luttes contre les déviations social-démocrates et syndicalo-anarchistes.*

Il est bien sûr que ce courant existe et qu'il a le droit de vouloir diriger le parti. Mais que vaut-il, lui qui veut bousculer les vieux? Que valent ces générations formées dans les écoles de Bobigny et de Moscou?

Jadis, on n'aurait pas imaginé un groupe de jeunes ailleurs que dans l'opposition; les Jeunesses Communistes, elles, se sont régulièrement placées dans la majorité. On n'aurait pas davantage compris des jeunes aimant les manœuvres tortueuses et les croc-en-jambes; c'était le lot peu ragoûtant de certains vieux; les Jeunesses Communistes ont été élevées dans l'étude de cette gymnastique spéciale. On aurait blessé un jeune en lui proposant sur le même plat une opinion nouvelle et une délégation ou une permanence quelconque. Aujourd'hui, paraît-il, il s'en trouve très honoré. Tous ces jeunes ont été vieux de bonne heure. Au lieu du grand moteur de l'Idée on a installé en eux une foule de petits moteurs à combines. Beaucoup se sont retirés du mouvement, dégoûtés, quelques-uns brisés pour avoir essayé de réagir. Ce qui reste de cette jeune génération a été pourri. Ce n'est pas le moindre crime des méthodes de bolchevisation.

Je revois encore quelques figures de jeunes de 1923-1924, *riches de promesses. Je revois, par exemple, Thorez lui-même, un soir de* 1924, *à la sortie d'un Comité national, tenu à la Bellevilloise. Nous dînions ensemble dans un restaurant de l'avenue Gambetta; il y avait là presque toute la délégation du Pas-de-Calais et du Nord. Nous n'avions plus de doute d'être exclus, Delagarde, Rosmer et moi. Le Nord n'avait pas ouvert la bouche à ce Comité national. Pourquoi? Parce qu'il n'y avait rien à dire, sous peine de se faire briser. Et Jerram ne voulait pas se faire briser. Il fallait laisser passer l'orage; on parlerait après. Thorez était gagné à cette attitude. Mais, avant de s'y résigner, il avait lutté longtemps. Je l'entends encore dire à Garrez : « Il ne m'a pas eu, moi! » faisant allusion aux efforts de Lep-Gouralsky, le délégué de l'Internationale, s'installant dans le Pas-de-Calais pour y retourner les militants à peu près tous favorables à l'opposition. Jusqu'au dernier moment, dans le Comité directeur du Pas-de-Calais, une voix s'était prononcée contre la bolchevisation. Celle de Thorez. On ne l'avait pas eu, en effet.*

Depuis, ils l'ont eu, et bien eu! Il y a passé des pieds à la tête. L'habileté, le goût de la manœuvre, l'ambition ont dévoré ce qu'il y avait de meilleur en lui, toutes les promesses que nous souhaitions de voir fleurir et mûrir, nous les vieux qui ne demandions pas mieux que d'être bousculés le plus vite possible, mais de l'être par une génération qui vaudrait plus que nous, autant que nous au moins, avec du scepticisme en moins et l'allant de la jeunesse en plus.

Touchante solidarité

*Semard s'exécute; dans l'*Humanité *du* 12 *mars, il se risque à parler de l'exil de Trotsky. Sans doute, il fait de son mieux pour obéir aux ordres reçus. Mais il n'est pas à son aise. Parlez-moi de la* Rote Fahne *avec son image de Trotsky « rendu au monde bourgeois auquel il appartient ».*

Venant deux jours après la publication dans le Populaire (10 *mars) d'une lettre de Moscou au Messager socialiste sur la révolte de Tomsky et la « trahison » de Boukharine, — dont nous donnons l'essentiel aux Documents —, cet article de Semard apparaît même assez grotesque.*

Selon Semard, « la solidarité pour l'exilé Trotsky se développe dans tous les milieux de la contre-révolution ». On ne le dirait guère à voir tous les gouvernements lui fermer leurs frontières. Par contre, l'émoi grandit dans les milieux ouvriers. Il est tel qu'il oblige les gens de l'Humanité *à mesurer leurs insultes.*

Ils n'ont pas osé faire la moindre réponse aux trois articles de Trotsky publiés dans le Journal. *Tout ce qu'ils ont trouvé, c'est de reproduire les remarques faites par l'organe socialiste norvégien. Justes pour la Norvège, où la voix de Trotsky aurait pu se faire entendre ailleurs de la grande masse, ces remarques sont sans valeur pour les autres pays. Evidemment, le* Journal *a saboté ces articles et n'en a donné que trois sur six ou sept. Mais personne ne peut faire grief à Trotsky d'avoir utilisé un haut-parleur mondial.*

Semard est scandalisé que j'aie pu écrire : « Hors l'hypothèse de l'assassinat on s'explique mal l'expulsion de Trotsky. » Lorsque je formulai ici cette hypothèse, le 15 *février, je ne savais pas à quel point elle était dans l'air, en Russie et partout. Cette question de l'assassinat possible de Trotsky à Constantinople, « elle est sur les lèvres de tous ceux qui, en Russie et dans le monde entier, croient à une vie nouvelle assise sur des bases vraiment révolutionnaires », déclarait Panaït Istrati dans son interview des* Nouvelles Littéraires *du* 23 *février.*

Dans le monde entier, les révolutionnaires les plus clairvoyants vivent dans l'appréhension du danger qui menace Trotsky. Et ce danger se resserre, aujourd'hui qu'il a été chassé du consulat soviétique de Constantinople, ainsi que l'a annoncé le 11 *mars une dépêche du* Matin. *Dès maintenant il est livré à la haine des* 30.000 *Wrangéliens qui séjournent en Turquie, à leur soif de vengeance que les Tchékistes peuvent fort bien, non seulement escompter, mais diriger.*

Un crime est vite commis; certes, il l'est moins facilement en plein jour, quand des milliers et des milliers d'yeux sont braqués de partout vers la victime possible. Une sorte de protection morale s'élève ainsi. Bien faible, hélas! Si insuffisante que la pensée suivante venait l'autre jour à un mécanicien parisien : « Si j'étais célibataire, je partirais travailler à Constantinople et, à mes heures libres, je participerais à une garde du corps de Trotsky. » Voilà une pensée de « touchante solidarité », Semard; de cette solidarité qui montera de plus en plus forte et de plus en plus ardente autour de l'homme qui symbolise la Révolution russe. Tout ce que vous pourrez faire pour l'entraver sera impuissant et ne fera que vous déshonorer un peu plus.

Et si, par malheur, Trotsky est assassiné, vous êtes-vous représenté quelle responsabilité pèsera sur vous, sur votre conscience, sur vos épaules?

Pierre MONATTE.

Le Syndicalisme révolutionnaire

Du “ Capital ” aux “ Réflexions sur la Violence ”

Je publie cet article, qui a servi de nachwort *à l'édition allemande des* Réflexions sur la Violence, *laquelle vient de paraître (Universitäts-Verlag, Wagner, Innsbruck); il me semble de nature à mettre au point les prétentions de tous ceux — y compris M. Pierre Lasserre* (Georges Sorel, théoricien de l'impérialisme) *— qui voudraient faire du « métaphysicien du syndicalisme révolutionnaire » le père spirituel du bolchevisme et du fascisme. Le moment est d'ailleurs sans doute venu de faire voir toute l'originalité du syndicalisme par rapport à ces deux mouvements sociaux issus de la « grande guerre ».* — E. B.

Georges Sorel... Rien de plus simple que sa biographie, qui ne contient pour ainsi dire aucun événement. Né à Cherbourg le 2 novembre 1847, d'une famille de bonne bourgeoisie normande (il était le cousin de l'historien Albert Sorel, qui fut de l'Académie Française) il fit ses études au Collège Rollin à Paris, entra à l'Ecole Polytechnique, en sortit ingénieur des Ponts et Chaussées, où il resta jusqu'à 45 ans, après avoir conquis le grade d'ingénieur en chef et reçu la Légion d'honneur (1). Parvenu à cet âge, désirant se consacrer désormais uniquement à des études personnelles, il donna sa démission, purement et simplement, sans même réclamer la pension à laquelle il aurait pu prétendre, mais préférant recouvrer sa pleine et entière indépendance; et, dès lors, comme il l'a dit lui-même, il se mit à « refaire ses cahiers » et à « nettoyer sa mémoire » de tous les lieux communs, que l'éducation et la société avaient pu y déposer (2). Assidu de la Bibliothèque Nationale, sa lecture devint immense et universelle, comme sa curiosité et son avidité spirituelle; déjà initié à l'œuvre de Proudhon, dont il semble avoir pris connaissance de bonne heure, il prend contact avec celle de Marx, collabore à *l'Ere Nouvelle*, au *Devenir Social*, au *Mouvement Socialiste* (le *Devenir Social* fut presque entièrement rédigé par lui, sous son nom et sous des pseudonymes divers), à la *Revue socialiste*, et déploie une activité intellectuelle extraordinairement féconde; car, sans compter sa colllaboration nombreuse et assidue aux revues socialistes proprement dites que je viens de citer, et je n'ai parlé que des françaises, il faudrait ajouter les étrangères, italiennes comme allemandes (les *Socialistiche-Monatshefte* par exemple), il écrivit aussi, et très abondamment, dans des revues de philosophie, de sociologie ou d'économie politique, comme la *Revue philosophique*, la *Revue de Métaphysique et de Morale*, la *Revue politique et parlementaire*, la *Science sociale*, la *Revue internationale de sociologie*, le *Journal des Economistes* — pour ne nommer que les plus importantes. Il dispersa ainsi, pendant une période de plus de trente années, de 1889 à 1922 (il mourut à 76 ans, le 28 août 1922) les résultats d'une ardente et inlassable investigation intellectuelle sur tous les aspects de la vie contemporaine, tant économiques et sociaux que philosophiques et religieux, l'esprit sans cesse tendu et en éveil, n'ayant d'autre passion que celle de la vérité, ne se laissant emprisonner dans aucun système ni aucune théorie, soucieux seulement de découvrir par-delà les préjugés, les lieux communs, les idées reçues, et tout ce que Fr. Engels baptisait *marottes idéalistes*, le visage vrai de la réalité changeante. Il fut, en un sens, *l'étudiant éternel*, celui que nous devrions tous être et toujours rester, avide de toujours apprendre, de renouveler sans cesse, en l'enrichissant, un acquis toujours incomplet et revisable, et de pousser plus loin, plus avant et plus profondément la recherche ardente et anxieuse d'une vérité, dont on ne peut dévoiler un aspect, sans que de nouveaux problèmes surgissent, plus mystérieux et plus insondables encore (3). On l'a accusé de

(1) Ceci ne confirme guère la théorie psychologique récemment émise par Werner Sombart, dans la troisième édition de son livre sur le *Socialisme et le Mouvement social*, théorie qu'il a spécialement appliquée à Marx et selon laquelle les socialistes ne seraient que les *ratés*, dont le socialisme s'expliquerait uniquement par le ressentiment de n'avoir pu trouver, dans la société bourgeoise, une place estimée adéquate à leur vanité d'impuissants. Et faudra-t-il retourner la théorie et dire que si Werner Sombart, de sympathique au socialisme qu'il était dans la première édition de son livre, est devenu, dans la troisième, nationaliste, c'est par reconnaissance — la reconnaissance spéciale aux *parvenus ?* S'il y a parfois du *raté* dans le socialiste, ne nous sera-t-il pas permis de riposter qu'il y a souvent du *philistin* dans le professeur arrivé ?

(2) A ce propos, prévenons une balourdise où n'a pas manqué de tomber M. Pierre Lasserre, dans l'étude qu'il vient de consacrer à Sorel. M. Lasserre n'est pas loin, en effet, de prendre Sorel pour une espèce de « primaire supérieur », génial sans doute, il veut bien le concéder quoique avec réticence, mais *sans culture*, mal préparé, au surplus, par sa formation polytechnicienne, aux études proprement sociales et morales que, seuls, naturellement, des esprits de formation classique peuvent utilement et congrument aborder. Mais si Sorel déclare avoir « refait ses cahiers » et dû « nettoyer sa mémoire de tous les lieux communs que l'éducation y avait déposés », c'est que, précisément, il l'avait reçue, cette formation classique; et personne, qui aura lu Sorel, ne pourra jamais mettre en doute non seulement son extraordinaire érudition — on peut être un érudit et ne pas être un esprit vraiment cultivé — mais sa profonde culture. Sorel ne fut *autodidacte* que par... adoption en quelque sorte et ne se prétendit tel que pour mieux marquer sa rupture avec les préjugés classiques et bourgeois; Proudhon, lui, le fut vraiment, mais si M. Lasserre veut bien lui accorder le privilège et la supériorité d'une « rustique majesté », c'est que, précisément, vrai paysan du Danube, la formation classique ne lui avait pas enlevé cette verdeur, cet élan, cette force, ce *génie* naturel, qu'Oriani lui reconnaissait et auprès desquels Sorel ne lui parut posséder qu'une modeste *decenza* (voir son article « *Il gigante plebeo* » dans les *Feux de bivouac*).

(3) M. Lasserre voit dans Sorel un esprit *systématique;* Lénine lui reprochait, au contraire, d'être un esprit *brouillon*. La vérité, c'est que Sorel fut avant tout un *esprit libre*, d'une liberté totale et absolue, je dirai même un de ces *grands libéraux*, comme il y en eut quelques-uns, naguère, dans la bourgeoisie, de ce libéralisme que M. Lasserre voudrait faire revivre, dont Renan, beaucoup pratiqué précisément par Sorel, fut tout imprégné, et que représentait, à la fin du Second Empire par exemple, le *Journal des Débats* — ce journal dont Sorel, comme Nietzsche, était resté le fidèle lecteur (je livre ce détail à l'édification de M. Lasserre!) Un homme de parti, comme Lénine, ne pouvait évidemment le trouver que brouillon; Sorel prétendait rester

versatilité; mais il disait précisément que ce serait vraiment confesser avoir perdu sa vie et n'avoir su rien apprendre au cours d'une expérience vitale qui doit être au contraire un perpétuel enseignement, que de se flatter penser tout à fait de même à 70 qu'à 30 ans. Admirateur de Bergson, qui a introduit en philosophie la notion, jusqu'à lui négligée, de *durée vécue* et de *temps psychologique*, le Temps était vraiment pour lui, au contraire, invention perpétuelle et renouvellement incessant, traduisant ainsi en acte la maxime fondamentale du philosophe de *l'Evolution créatrice*, selon laquelle le *temps est invention ou n'est rien du tout*.

⁂

Aucun événement donc, en la vie de Sorel, qui fut celle d'un philosophe, mais non celle d'un agitateur révolutionnaire : à part une collaboration d'ailleurs éphémère à *l'Ecole des Hautes études sociales* que Dick May institua à la suite de l'affaire Dreyfus (notons d'ailleurs que Sorel fut un dreyfusiste fervent et déclaré, on relève son nom sur la première liste des pétitionnaires réclamant la revision du fameux procès) sa vie fut uniquement celle d'un travailleur intellectuel isolé, à l'écart de tout parti, de tout groupement et de toute école. Proudhon et Marx avaient eu leur période d'agitation pratique révolutionnaire, avant que les événements et l'exil ne les confinent dans des recherches solitaires, celui-là à Bruxelles et celui-ci à Londres; encore Marx prit-il, comme on sait, une part très active à la constitution et à la vie de la Première Internationale. Sorel, systématiquement, resta toujours *en dehors*, estimant que non seulement, *pour bien voir*, il faut en effet rester en dehors, mais en outre qu'il faut prendre tout à fait au sérieux et comme à la lettre la célèbre parole de l'Internationale : *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, et en tirant cette conclusion pratique que le rôle des intellectuels révolutionnaires est, non pas de *diriger* le mouvement ouvrier, mais de lui donner confiance en lui-même en l'émancipant de tout respect servile pour la culture bourgeoise, dont leur devoir est précisément de ruiner le préjugé dans l'esprit des prolétaires toujours trop disposés à croire *au prestige des capacités*. C'était là la tâche essentielle qu'il assignait à ce qu'on a appelé *la Nouvelle Ecole;* et c'est à quoi, vers 1907, au *Mouvement socialiste*, lui, Hubert Lagardelle et moi-même, nous nous étions attelés, voulant faire de cette revue une revue de haute culture révolutionnaire, où la civilisation bourgeoise, sous ses aspects idéologiques — art, science, philosophie, morale — devait être impitoyablement démasquée et vilipendée. Le *Mouvement socialiste*, où fréquentaient les meilleurs militants syndicalistes, Griffuelhes, Pouget, Delesalle, Yvetot (Sorel avait été l'ami de Pelloutier, l'organisateur de la Fédération des Bourses du Travail) devait être ainsi une sorte de haut séminaire, où, sans nous immiscer en quoi que ce soit dans la direction pratique du syndicalisme révolutionnaire, nous aurions pu affermir chez ses militants, avec le mépris parfait de la culture bourgeoise, la conscience orgueilleuse d'une idéologie puissante, sans laquelle, comme Sorel lui-même l'a écrit, aucun mouvement ne peut, dans nos pays christiano-classiques, créer rien de durable. Ces projets ambitieux ne reçurent qu'un commencement de réalisation ; dès 1908, Sorel et moi, nous dûmes quitter le *Mouvement Socialiste;* et le syndicalisme révolutionnaire se mit d'ailleurs à se disloquer. Alors, commencèrent aussi à se faire sentir les signes avant-coureurs de la « grande guerre » , les préoccupations d'ordre national l'emportèrent sur les préoccupations d'ordre social; ce fut la période trouble et équivoque de l'avant-guerre (4) : la bourgeoisie, fortement alertée en 1906 lors du 1er mai, où elle crut même à l'imminence de la Révolution, cherchait une diversion. Il fallait, comme l'a déclaré un financier parisien, que la guerre vînt détruire les organisations révolutionnaires, ou c'en était fait, avant longtemps, de la civilisation capitaliste. Et les six grandes puissances, en effet, en août 1914, déclenchèrent le conflit gigantesque, où elles réussirent à tuer la Deuxième Internationale.

⁂

La grande guerre plongea Sorel dans le pessimisme le plus noir et le plus amer; l'Europe lui parut s'ensevelir au fond de ténèbres épaisses, où il n'apercevait plus aucune lumière nouvelle. Si l'on publiait la correspondance qu'il échangea alors avec deux des esprits les plus éminents et indépendants de l'Europe contemporaine, Vilfredo Pareto et Benedetto Croce, cette correspondance offusquerait certainement tous nos bons démocrates de l'Entente, pour laquelle Sorel n'avait que mépris et sarcasmes, voyant en elle l'incarnation de ce que Pareto nommait la ploutocratie démagogique. Son âme ne s'ouvrit de nouveau à l'espérance que lorsque Lénine déclencha la Révolution russe, qu'il salua aussitôt avec enthousiasme, comme naguère le sage de Koenigsberg, Emmanuel Kant, avait salué la Révolution française; et c'est ce qui nous a valu, dans la quatrième édition des *Réflexions sur la violence*, ce *plaidoyer pour Lénine*, qui fit tant scandale. J'ajoute tout de suite qu'il ne fit pas de *plaidoyer pour Mussolini;* et si je fais cette simple constatation, c'est pour mettre d'un coup à néant les prétentions de tous ceux — et de Mussolini lui-même — qui voudraient voir en Sorel l'authentique père spirituel du fascisme. Il mourut le 28 août 1922, en sa solitude de Boulogne-sur-Seine, devenue, depuis la guerre, plus solitaire que jamais : dans la dernière visite que nous lui rendîmes, en juillet 1922, Paul Delesalle et moi, seule l'espérance révolutionnaire, que nous parvînmes à rallumer un instant en cette âme de feu, dont le pessimisme ordinaire n'empêcha jamais les plus vifs enthousiasmes, fit reluire en ses beaux

---

un philosophe, dont la vision ne pouvait supporter les œillères d'un parti quelconque : où diable M. Lasserre a-t-il découvert en lui le systématique? Il ne le fut pas plus que Proudhon; et c'est pourquoi tous deux, d'ailleurs, ont tant dérouté, déconcerté, agacé et indisposé tous les *hommes à système*, tous les hommes de parti, de secte et de coterie. Pour lui, le syndicalisme révolutionnaire ne devait pas tomber au rang d'un parti; et la démocratie ne lui était si odieuse qu'en raison précisément de l'esprit de parti dont il la trouvait infestée, jusqu'à se confondre avec lui. Il eut pour correspondants des hommes comme Pareto et Croce, c'est-à-dire deux des esprits les plus indépendants de l'Europe contemporaine et qui montrèrent bien cette indépendance foncière pendant la guerre, alors qu'on peut évidemment regretter et déplorer qu'un Bergson se soit laissé enrôler sous la bannière de l'Entente et ait prononcé sur le conflit des paroles si dérisoirement faibles et battant toutes le pavillon officiel.

(4) Pendant cette période, il nous arriva même, à Sorel et à moi, de nous rapprocher des nationalistes : Sorel collabora à *l'Indépendance*, revue que patronèrent Bourget et Barrès, et je fondai, avec Georges Valois, *les Cahiers du Cercle Proudhon*. Ce ne fut pas là, comme on pourrait d'abord le supposer, un abandon du syndicalisme; mais, contre la démocratie triomphante, pour lui faire pièce, et dans l'espoir, par le jeu des oppositions, de susciter un réveil syndicaliste, nous crûmes possible et bon de marcher un moment avec des écrivains, qui, du point de vue nationaliste, niaient catégoriquement la démocratie et la combattaient : d'où la légende d'un Sorel qui serait « le père spirituel du fascisme ».

yeux bleus, que l'idée illuminait toujours d'un éclat extraordinaire, une vive et suprême flamme.

⁂

Le socialisme français avait perdu son deuxième grand truchement, car il est certainement permis de considérer Sorel comme le continuateur direct de Proudhon, dont il subit l'influence tout d'abord, qu'il abandonna ensuite quelque peu pour Marx, mais qu'il reprit enfin pour élaborer sa théorie du syndicalisme révolutionnaire, où l'on peut constater, fondues en une synthèse très originale, leurs deux inspirations (5). Je ne parle pas, naturellement, de Fourier et de Saint-Simon, qui ne sont pas des socialistes, mais des *pré-socialistes*, non plus que d'hommes encore plus secondaires, comme Considérant, Cabet, ou Louis Blanc. Je considère en effet que Proudhon est le *premier théoricien socialiste vraiment prolétarien* que la France ait produit; et je vois dans Sorel son héritier spirituel le plus authentique. Le problème est seulement de savoir dans quelle mesure l'influence première de Proudhon, qui resta en définitive l'influence finale et prépondérante, s'est mélangée à celle — secondaire dans le temps — de Marx, pour aboutir aux « *Réflexions sur la Violence.* »

On sait comment, dans son *Evolution créatrice*, Bergson caractérise l'évolutionnisme de Spencer : « Il avait promis, écrit-il, de retracer une genèse, et voici qu'il faisait tout autre chose. Sa doctrine portait bien le nom d'évolutionnisme; elle prétendait remonter et redescendre le cours de l'universel devenir. En réalité il n'y était question ni de devenir, ni d'évolution. Nous n'avons pas à entrer ici dans un examen approfondi de cette philosophie. Disons simplement *que l'artifice ordinaire de la méthode de Spencer consiste à reconstituer l'évolution avec des fragments de l'évolué.* » (Page 393.) Or, si Hegel (et ce que Bergson dit de Spencer pourrait être, *en un sens*, appliqué à Hegel), est le philosophe de Marx, on pourra sans aucun doute voir dans Bergson le philosophe de Sorel; et la différence profonde qu'on pourra établir entre Marx et Sorel, sera précisément que, chez Marx, et surtout *chez le Marx des marxistes*, le devenir social est conçu comme un déterminisme historique « où l'évolution est reconstituée avec des fragments de l'évolué » et devient une sorte de fatalisme, négation au fond du devenir réel, tandis que, chez Sorel, il est conçu comme la création libre, sous l'influence de mythes sociaux, d'un groupe passionné et porté aux plus hauts sommets de l'enthousiasme poétique (au sens originel du mot). Marx nous décrit, dans le *Capital*, comment le prolétariat sera conduit aux portes du monde futur par un processus quasi automatique; la fatalité du devenir capitaliste domine, comme une providence presque mécanique, le monde moderne et l'entraîne, de crise en crise, à cette crise suprême, que sera la révolution prolétarienne; chez Sorel, dans les *Réflexions sur la Violence*, le prolétariat révolutionnaire apparaît comme le héros d'un drame, dont l'heureuse issue dépend tout entière de son énergie, de son dévouement et de sa capacité de sacrifice et de sublime : du pôle de la fatalité capitaliste, nous sommes transportés au pôle de la liberté ouvrière. Nous avons affaire ici à *un devenir réel* où le Temps est conçu selon sa réalité profonde, c'est-à-dire, comme invention, durée vécue, liberté, évolution créatrice. Bergson pouvait reprocher à l'évolutionnisme de Spencer de n'être qu'un pseudo-évolutionnisme, une reconstruction artificielle de l'évolution avec des fragments de l'évolué; de même, Sorel pouvait reprocher au marxisme des marxistes de n'être qu'un pseudo-évolutionnisme ouvrier, une reconstruction abstraite du devenir social; et il est symptômatique qu'en fait, Guesdisme en France, comme Social-Démocratie en Allemagne, ces deux applications du marxisme, aboutirent au plus plat des réformismes, tout en posant des prémisses ultra-révolutionnaires.

C'est qu'il faut bien s'entendre sur ce concept de liberté, qu'il ne faut pas assimiler à ce qu'on appelle dans les manuels de philosophie *liberté d'indifférence*, — la plus indifférente des libertés. Pour Bergson, la liberté se confond avec la personnalité : est libre un acte personnel, c'est-à-dire un acte dans lequel s'exprime notre personnalité profonde et totale ; et il va jusqu'à dire que l'éducation la plus autoritaire ne pourrait rien retrancher à la liberté ainsi conçue. En fait, on peut constater que les doctrines libre-arbitristes ne sont pas celles qui engendrent le mieux la liberté réelle, et qu'au contraire les doctrines prédestinatiennes ont souvent formé les volontés les plus fortes et les plus héroïques : Calvinisme, Jansénisme (et l'on a parfois baptisé le marxisme de *calvinisme sans Dieu*) s'opposent historiquement au Jésuitisme, comme des doctrines de haute tension morale à une doctrine de relâchement et de détente. C'est que, dans l'action, la confiance absolue dans le succès final, que donne à la volonté son identification avec le plan divin ou le plan historique, la crédite d'une force infiniment libre ; tandis que l'idée de l'indétermination la laisse en quelque sorte dans un état *de disponibilité*, où elle se relâche et s'abandonne. Mais pour que le déterminisme divin ou historique n'aboutisse pas à une sorte de *mahométisme social*, générateur d'inertie, il faut évidemment que la volonté s'identifie avec ce déterminisme, l'absorbe en elle, le digère et le restitue, si j'ose ainsi m'exprimer, en actes de liberté, de la même manière qu'une personnalité forte, loin de souffrir de l'éducation la plus autoritaire, ne fait qu'en extraire le vouloir le plus indomptable et le plus héroïque. Si *le marxisme des marxistes* a abouti, en fait, à un déterminisme économique, qui engendra le réformisme, c'est-à-dire le *minimisme social* voisin de l'abandonnement et tangent à l'inertie historique, c'est que de la célèbre proposition de Marx « l'homme fait son histoire,

(5) M. Lasserre veut, à toute force, mettre Sorel sous l'influence parallèle de Marx et de... Nietzsche, et néglige, ou à peu près, l'influence de Proudhon, qui fut pourtant capitale; car, en fait, Sorel commença par Proudhon, continua par Marx et revint finalement à Proudhon, qu'en dernière instance, il mettait au-dessus de Marx. Sans doute, comme tout le monde, Sorel avait lu Nietzsche ; mais je crois bien que si, dans le *Procès de Socrate*, par exemple, ses thèses rencontrent celles de l'auteur de l'*Origine de la Tragédie*, c'est là un pur synchronisme, comme il s'en produit souvent dans l'histoire des idées, mais non influence directe : au contraire, dans ce livre, l'influence de Proudhon est déjà manifeste. Mais M. Lasserre voulait démontrer que Sorel fut à la fois « le père du bolchevisme et du fascisme » et tout ensemble un révolutionnaire et un réactionnaire. Il a tout à fait mal entendu la position de Sorel, qui, *en pur cornélien*, voulait une lutte de classes digne de ce nom, et, par conséquent, deux classes — la bourgeoisie et le prolétariat — capables de se livrer une guerre vraiment cornélienne ; mais désirer avoir un adversaire digne d'être combattu, ce n'est pas du tout, que je sache, cesser d'être soi — bien au contraire ! — ni surtout adopter les idées de cet adversaire! Peu de personnes, d'ailleurs, ont bien entendu la position de Sorel, qu'on a accusée d'être équivoque, contradictoire, dilettante, que sais-je encore; ses convictions révolutionnaires furent, au contraire, très profondes et très sincères; il eut sans doute ses périodes de découragement et de désespérance, mais le moindre *réveil* de la classe ouvrière lui rendait une ardeur nouvelle.

mais dans les conditions déterminées » il oublia complètement la première partie, pour ne s'attacher qu'à la seconde, par l'effet d'un *scientisme* à demi inconscient et d'autant plus funeste. Il faut, au contraire, bien lier entre elles les deux parties de la proposition, et de telle façon que le fatalisme historique, traduit par la seconde partie, incorporé dans la volonté de puissance exprimée par la première, se résolve en liberté ouvrière : c'est ce que Sorel a traduit par sa théorie du *mythe social* (6) et ce que le syndicalisme révolutionnaire a essayé de faire passer dans sa pratique du mouvement prolétarien.

Le concept de liberté, disais-je, se confond, selon Bergson, avec le concept de personnalité : il s'agit donc de faire passer la classe ouvrière de l'état de *classe en soi* à celui de *classe pour soi*, afin qu'elle s'élève à la hauteur d'une personne morale, maîtresse d'elle-même et de ses destinées. Sorel, en conséquence, a cherché surtout les conditions du *devenir prolétarien*, et ses *Réflexions sur la violence* peuvent être considérées comme un traité d'éthique prolétarienne, faisant suite à ces essais de philosophie populaire que Proudhon, dans sa *Justice* et dans *la Guerre et la Paix*, avait magistralement inaugurée. Si Bergson a été le philosophe de Sorel, c'est que l'influence proudhonienne en effet l'avait prédisposé à embrasser les conceptions de l'auteur de l'*Evolution créatrice*, dont il serait facile de trouver dans l'œuvre de Proudhon comme une anticipation. La théorie de la liberté, telle que Proudhon la conçoit, revient en effet à dire que l'homme est libre, parce qu'il est une totalité personnelle, où se fait la synthèse de forces contraires : « L'homme, écrit Proudhon (*Justice*, tome III, page 214), parce qu'il n'est pas une spontanéité simple, mais un composé de toutes les spontanéités ou puissances de la nature, jouit du libre-arbitre ». « Si l'homme était tout matière, il ne serait pas libre... S'il était esprit pur, il ne serait pas plus libre...; mais l'homme est complexe : c'est un composé de matière, de vie, d'intelligence, de passion; de plus, il n'est pas seul. Je dis dès lors qu'il est libre de par la synthèse de sa nature, qu'il ne peut pas ne pas être libre, c'est-à-dire doué d'une puissance qui dépasse, par sa qualité et sa portée, chacune et la totalité des spontanéités qui le composent ». « Partout où il y a groupe, il se produit une résultante qui est la puissance du groupe, distincte non seulement des forces ou puissances particulières qui composent le groupe, mais aussi de leur somme, et qui en exprime l'unité synthétique, la fonction pivotale, centrale. » « L'homme est libre... parce qu'il est un composé; parce que la loi de tout composé est de produire une résultante qui est sa puissance propre; parce que, le composé humain étant formé de corps, de vie, d'esprit, subdivisés en facultés de plus en plus spéciales, la résultante, proportionnelle au nombre et à la diversité des principes constituants, doit être une force supérieure à toutes les lois du Corps, de la Vie et de l'Esprit, précisément ce que nous appelons *libre-arbitre.* » On a reproché, on le sait, à Bergson de ramener la liberté à la spontanéité sensible; ce que nous venons de citer de Proudhon peut aider à comprendre combien le reproche porte à faux; et, pour qu'on ne m'accuse pas de rapprocher arbitrairement Proudhon de Bergson, je vais encore citer ce passage de la *Justice* qui est évidemment comme du Bergson avant la lettre : « Un fait, écrit Proudhon, que l'analyse psychologique n'a jamais éclairci, qu'elle ne pouvait éclaircir, faute d'une théorie satisfaisante de la liberté, est la formation dans notre esprit de l'idée ou du sentiment du beau et du sublime. Pour en rendre compte, il est évident que l'intelligence proprement dite, la raison pure, ou l'entendement, peu importe de quel nom l'on se serve pour désigner la faculté que nous avons de saisir les rapports des choses, de les grouper, de les généraliser, d'en extraire des concepts; il est évident, dis-je, que cette faculté ne suffit pas : il en faut une autre, d'une nature supérieure et d'une constitution spéciale. Qu'est-ce, en effet, que l'intelligence? Une sorte *d'appareil photographique*, qui nous donne la représentation mentale des phénomènes et de leurs rapports, tout ce que contient la réalité, mais rien de plus. Or, le sublime et le beau dépassent la réalité : il y a la même différence entre eux et les idées ou les intui-

---

(1) Cette théorie a été généralement fort mal comprise et M. Pierre Lasserre ne me paraît guère l'avoir mieux entendue que beaucoup d'autres. Pour certains, par cette théorie, Sorel n'apparaît que comme une espèce de mystificateur, ne croyant nullement à cette grève générale qu'il préconisait, puisqu'il l'appelait lui-même *un mythe*, c'est-à-dire, n'est-ce pas ? une fable, un conte, une chose sans réalité et sans réalisation possible. Mais, tout d'abord, Sorel n'avait pas à *préconiser* la grève générale ni à la *prêcher;* il trouvait cette idée en faveur dans la classe ouvrière, préconisée par des militants ouvriers et motrice de leur action sociale; il s'est borné à en rechercher la signification et à la baptiser *mythe*, non pas du tout pour l'affecter d'un caractère illusoire, mais pour en affirmer, au contraire, l'aspect pratique et réaliste. Les mythes, en effet, selon lui, gouvernent l'action, qui n'est jamais guidée par la seule science; ils sont l'expression d'une sorte de *poésie sociale*, qui déborde et dépasse infiniment la *science sociale* proprement dite; l'homme, a-t-il dit ailleurs, *ne ferait jamais rien, s'il n'était que raison* ; mais il est aussi sentiment, passion, imagination; il est aussi *poète;* et c'est pourquoi *il agit*. L'action, en effet, comporte toujours des risques, et exige ce qu'on appelle vulgairement *du flair*, c'est-à-dire de l'intuition; l'homme qui analyse trop, qui prétend n'agir qu'à coup sûr et selon les pures données de la science, se condamne à l'impuissance. Louzon, dans le petit article qu'il a consacré à Bergson, a très justement rapproché la mentalité du révolutionnaire de celle de l'homme d'affaires : lancer une grève, c'est comme lancer une affaire; c'est une action qui comporte toujours un risque considérable et qui exige avant tout de l'audace, de l'intuition, du flair; on trouve toujours chez les hommes d'action et l'amour du risque et cette croyance spéciale en leur étoile, qui leur fait tenter, malgré les avis des *sages* et des *doctes*, des entreprises jugées au regard du simple bon sens, folles ou téméraires. Le grand conquérant, comme le grand homme d'affaires, comme le grand révolutionnaire, sont, à leur manière, de *grands poètes*, de véritables *mythologues*, doués d'une puissante imagination créatrice et pleins de mépris pour la *modération* des gens sages qui n'osent jamais rien tenter : ce sont eux qui, en somme, font l'histoire, laquelle est une sorte, je le répète, de poésie sociale, un grand drame, dont les acteurs ne sauraient être des hommes de cabinet, des philosophes ou des savants, mais ces groupes mus par de grands mythes sociaux et portés par eux à cette tension passionnée, qui seule est génératrice des actions héroïques, audacieuses et sublimes.

Maintenant, se demander si Sorel *croyait* lui-même à cette grève générale que, soi-disant, *il préconisait*, c'est se poser une question absurde; Sorel, en sa qualité de *philosophe*, et, par conséquent, de *spectateur*, n'avait pas à *croire* ou à *ne pas croire;* c'est aux acteurs eux-mêmes qu'il faut *la foi* — une foi assez forte pour braver et surmonter tous les obstacles. Un trait de caractère de Sorel, qu'il est intéressant ici de relever, c'est que, si vous lui faisiez part d'un projet, il commençait par essayer de vous en décourager en insistant sur toutes les difficultés, présentées dès l'abord comme insurmontables; ce pessimisme était une manière de vous éprouver : il voulait scruter quel était le degré de *votre foi*, de votre *conviction*, de votre *volonté;* s'il trouvait celles-ci puissantes à son gré, il était alors le premier à vous pousser de l'avant, et à vous donner toutes sortes de conseils et de motifs d'agir. Le *pessimiste* amer se transformait soudain en un pur *enthousiaste*.

tions, qu'entre un portrait fait par la main d'un artiste et l'image donnée par le daguerréotype » (pages 218-219). Il me semble que ce texte de Proudhon nous donne bien une *anticipation bergsonienne* : Proudhon et Bergson ont exactement la même théorie de l'intelligence, comparée à un appareil photographique, et de la liberté, rapprochée de l'art et ayant pour fonction essentielle de produire le beau et le sublime. Si nous ajoutons que Proudhon a également rejeté la théorie du progrès automatique, « bilboquet physiologico-politique », dont il avoue avoir un temps été la dupe et défini le progrès l'action de la liberté sur la nécessité et l'emport croissant de celle-là sur celle-ci, c'est-à-dire, ce que Bergson appelle une *évolution créatrice*, un *devenir réel*, opposés par lui au pseudo-évolutionnisme de Spencer, nous comprendrons sans peine comment l'influence proudhonienne a pu prédisposer Sorel à embrasser la philosophie de Bergson avec enthousiasme.

(*La fin au prochain numéro.*) Edouard BERTH.

Salut à la Triple-Alliance du Progrès !

Il n'y a pas qu'un colonel Lawrence!

En même temps que se produisait la révolte des tribus afghanes de la frontière de l'Inde contre l'émir réformateur, des révoltes de même origine se produisaient en Perse, ainsi qu'il résulte d'une correspondance de Téhéran, publiée par le journal ouvrier espérantiste *Sennaciulo*. Ce fut d'abord à Tauriz : profitant du mécontentement causé par la conscription, le clergé persan tenta de soulever la population. Puis, cette échauffourée à peine calmée, les tribus du Louristan prirent les armes, des armes très perfectionnées, et... naturellement de fabrication britannique. Peu après enfin, c'étaient les habitants du Seistan, province fort éloignée de la précédente, mais, *comme elle, limitrophe d'un protectorat britannique, le Beloutchistan*, qui se rebellèrent.

C'est donc bien une offensive concertée de l'Empire britannique contre le magnifique effort de libération physique, morale et intellectuelle, qui se poursuit rapidement en Perse et en Afghanistan. C'est la suite des efforts faits par Lloyd George contre la Turquie nouvelle, au lendemain de la guerre, au moyen de Venizelos et de son armée. La Turquie, la Perse, l'Afghanistan, sont les trois seuls grands pays musulmans indépendants; grâce à cette indépendance, ils sont en train de marcher à une allure magnifique sur la voie du progrès, ce qui contraste singulièrement avec l'état de semi-barbarie dans lequel sont maintenus par l'Angleterre et la France les musulmans des colonies.

L'Angleterre est prête à tout pour empêcher ce contraste de se poursuivre, pour que, au moins, ils restent dans l'ignorance et l'anarchie, ces peuples qui sont parvenus à échapper à sa domination. Mais on peut prédire à coup sûr, que la défaite du capitalisme britannique sera aussi complète en Perse et en Afghanistan qu'elle l'a été en Turquie. La nouvelle intrigue anglaise n'a eu jusqu'à présent qu'un seul résultat : elle a fait le bloc des trois Etats, des trois Etats modernistes et réformateurs du Proche Orient. La Turquie, la Perse et l'Afghanistan ont maintenant compris qu'ils ne pouvaient, chacun, poursuivre leur œuvre de réforme qu'à la condition de se prêter tous trois main-forte contre l'Angleterre, qu'à la condition de constituer le front unique du progrès contre la barbarie. L'arrivée d'officiers turcs à Kandahar pour aider Amanullah dans l'organisation de son armée, a été accueillie par les musulmans avertis, comme la preuve que ce front unique était réalisé, et ils ont salué celui-ci comme le signe de la victoire. R. L.

UN BEL EXEMPLE DE TENACITE

La grève des Inscrits d'Alger

Le 1[er] décembre dernier, après 89 jours de grève, les Inscrits maritimes d'Alger remontaient à bord, victorieux. C'était leur troisième grève en six mois : ils en avaient déjà fait deux en juillet-août, l'une de 24 heures, l'autre de 10 jours, dont la « R. P. » a rendu compte à l'époque (N° du 1[er] septembre).

LE TRAVAIL DES INSCRITS

Alger est un des grands ports de la Méditerranée. D'une part, c'est un port d'escale pour de nombreux navires qui trouvent là, à mi-distance à peu près du Canal de Suez et de la Manche, un port où charbonner ; c'est, d'autre part, le seul port d'exportation et d'importation du département d'Alger, port par où partent les vins de la Mitidja et les primeurs du littoral, port par où arrivent les autos destinées à ceux qui ont vendu les vins. Bon an mal an, que ce soit seulement pour charbonner, ou que ce soit pour embarquer ou débarquer passagers ou marchandises, huit à neuf mille navires entrent et sortent d'Alger.

Ces navires appartiennent à tous les pays ; leurs équipages sont syndiqués dans leurs ports respectifs. Néanmoins, si l'immense majorité des navires qui fréquentent le port d'Alger ont un autre port d'attache qu'Alger, il en est un certain nombre qui sont inscrits à Alger, et dont les équipages sont composés d'Algériens. Ce sont ceux-là que groupe le Syndicat autonome des Inscrits, Dockers et Assimilés du Port d'Alger, ceux-là qu'il a menés à la bataille, l'été et l'automne derniers.

Les Inscrits d'Alger qui naviguent sur navires de commerce (c'est-à-dire à l'exclusion des Inscrits pêcheurs, et de ceux qui assurent les différents services du Port), sont au nombre d'environ 200. Ils sont répartis sur une douzaine de bateaux qui appartiennent à quatre Compagnies. Ce sont de relativement petites Compagnies : les deux plus importantes sont la Société Algérienne de Navigation pour l'Afrique du Nord (Schiaffino et Cie), qui a 7 bateaux inscrits à Alger, et la Compagnie Commerciale d'Armement, qui en a 4. Les deux autres Compagnies n'ont à Alger que 2 navires chacune.

Ces Compagnies font essentiellement le transport des produits algériens en France, et, en particulier, le transport du plus gros produit algérien d'exportation : le vin. Pour effectuer ce transport, elles possèdent deux sortes de navires : les uns, les plus petits, vapeurs de quelques centaines de tonneaux, montés par une quinzaine d'hommes, font le cabotage sur la côte algérienne : ils vont chercher le fret dans les petits ports de la côte, ou même en rades ouvertes, et le concentrent à Alger où des navires plus gros, d'un millier de tonneaux, montés par une vingtaine d'hommes, le chargent et le conduisent dans les ports français : Cette, Port-Vendres, Saint-Louis-du-Rhône, Marseille, Dunkerque même. A une exception près, il n'y a que les bateaux de la première catégorie, ceux qui font le cabotage sur la côte algérienne, qui dépendent d'Alger.

Le travail est très dur. Ces petits, et généralement vieux bateaux, chargés à pleine gueule, aussi bien sur le pont que dans les cales, n'ont rien de confortable, et, quand la mer est grosse, ça roule et ça tangue terriblement.

En outre, leurs équipages sont astreints à un travail particulier, extrêmement pénible, qui demande beaucoup d'habileté, d'endurance et d'habitude : ce qu'on appelle le « travail de plage ». Il est des points du département d'Alger, tels que Ténès, Cherchell, où l'on a construit de petits ports, plus ou moins bons, où le chargement se fait par les procédés habituels, mais il en est d'autres, de beaucoup les plus nombreux, où rien n'existe : c'est la côte à l'état de nature ; néanmoins, il y a des vignobles à côté, il faut donc, coûte que coûte, y charger le vin. Pour cela, voici comment on procède : le navire s'ancre le plus près possible de la côte ; on fait un « chapelet » de barriques vides qu'on a à bord, par le moyen d'un gros câble qu'on enroule et serre successivement autour de chaque barrique, puis on jette le chapelet à la mer,et deux barques,prenant chacune l'une des extrémité du câble, font dessiner au chapelet un demi-cercle ; on jette alors du bord, à l'intérieur du demi-cercle, autant de barriques vides que l'on peut, puis les deux barques rament vers le rivage, tirant le chapelet et tout ce qu'il y a dedans jusqu'à la plage, où le tout s'échoue. Ensuite, c'est le voyage inverse : cette fois, ce sont les tonneaux pleins dont on forme un chapelet, qu'on pousse, avec tout ce qu'il peut contenir, à la mer, puis qu'on amène près du vapeur, et qu'enfin on hisse à bord.

Quand la mer est calme, ça va ; mais, dès qu'il y a un peu de houle, le travail devient terrible ; les fûts s'entrechoquent, sortent du chapelet, et alors il ne faut pas hésiter à se jeter à la mer pour les ramener, car au prix où est le vin, une futaille de perdue, c'est quinze cents francs de perdus. Dix, douze heures, sans débrider, dure cette besogne. Au jour, le premier chapelet est mis à l'eau, et le travail ne cesse qu'à la nuit ; pendant tout ce temps, on ne s'est même pas arrêté pour casser la croûte !

AVANT LA GREVE

Le Syndicat des Inscrits d'Alger date de deux ans et demi. Avant sa fondation, les patrons faisaient ce qu'ils voulaient. Parfois, las d'être exploités et brimés sans vergogne, les marins algérois tentaient bien de relever la tête ; ils partaient en grève. Mais ce n'était qu'un feu de paille : au bout de huit jours au plus, chacun regagnait, tête basse, le bord, sans que rien n'ait été obtenu. Dès que le Syndicat fut fondé, la situation changea. Une besogne, à la fois d'éducation syndicale et de résistance pied à pied, commença.

Une bonne occasion en fut fournie par la loi du 13 décembre 1926, sur les indemnités à payer aux marins en cas de maladie ou de blessure. Cette loi accorde au marin, malade ou blessé, pendant tout le temps de son incapacité de travail, son salaire intégral, plus une allocation journalière égale au prix de la journée d'hôpital dans la ville où le marin est débarqué. C'est beaucoup plus que ce que les Compagnies algériennes avaient l'habitude d'accorder en pareille circonstance. Celles-ci continuèrent donc, après comme avant le 13 décembre 1926, à ne pas donner davantage. Seulement, le syndicat maintenant existait, et le syndicat veillait. Dès qu'un marin, malade ou blessé, n'avait pas touché son dû, le syndicat prenait l'affaire en mains, et, assumant la charge de tout le procès, faisait attaquer le patron. La loi étant formelle, il n'y avait pas moyen pour le juge de se dérober : il lui fallait, coûte que coûte, condamner l'armateur ! De ce fait, les Compagnies algériennes de navigation durent cracher d'assez jolies sommes : 467.000 francs, en 18 mois.

C'était évidemment là une situation intolérable pour des gens habitués à être les maîtres absolus. Pour y mettre fin, il n'était qu'un moyen : briser le syndicat. C'est ce que les armateurs tentèrent.

On se rappelle que la grève d'août s'était terminée, en ce qui concerne les salaires, par l'acceptation de l'arbitrage de la part des armateurs. Or, quel était le salaire du matelot algérien à cette époque ? — 16 francs par jour, soit sensiblement moins que le salaire « national » du matelot de France à la même époque. 16 francs par jour ! il est tout de même difficile à un arbitre, si bourgeois soit-il, de prétendre qu'avec un tel salaire un homme et sa famille peuvent vivre ! Il était donc à prévoir que l'arbitrage se terminerait par une augmentation de salaire, qui, si faible qu'elle soit, du moment qu'elle aurait été obtenue par l'action du syndicat, ne pouvait que renforcer la situation de celui-ci. Pour se soustraire à l'arbitrage qu'on avait cependant préalablement accepté, il n'y avait qu'un moyen : c'était d'acculer les Inscrits à la grève.

La réunion de la Commission d'arbitrage, après de longs atermoiements, dus, prétendait-on, aux vacances, avait été fixée au 27 septembre, à Paris. Trois semaines avant, la Compagnie Schiaffino, suivie bientôt par les autres, prévenait ses équipages qu'elle ne paierait plus le travail du treuil.

Qu'est-ce que ce travail du treuil ? L'Inscrit est un marin qui est payé uniquement pour faire le travail de marin, et non pour faire celui de docker, c'est-à-dire, qu'il est payé pour la conduite du bateau, et non pour le chargement des marchandises. Cependant, il est souvent commode pour l'armateur de faire faire à ses marins le travail de chargement, ou un travail auxiliaire du chargement, tel que la manœuvre du treuil qui sert à la mise en cale des marchandises. Mais ces travaux sont, naturellement, payés en plus.

Donc, depuis des temps immémoriaux, quand les marins algériens avaient à travailler au treuil, ce travail leur valait un supplément de salaires. C'est à cet antique « usage » que les Compagnies, brusquement, décident de mettre fin. Naturellement, la réaction est immédiate : les équipages débarquent. C'est ce que voulaient les Compagnies. « Il y a grève, déclarent-elles, c'est un fait nouveau, il n'y a donc plus lieu à arbitrage »; et, en effet, comme le secrétaire du syndicat, s'apprêtait, le 21 septembre à monter à bord du bateau qui devait l'emmener à Paris pour être entendu par la Commission d'arbitrage, un exprès dépêché par l'Inscription Maritime, venait lui dire qu'il était inutile qu'il parte : le Ministre avait annulé la convocation de la Commission.

C'était donc la bataille ! La bataille voulue par le patronat ! Les Inscrits l'acceptèrent, le cœur haut !

Les patrons supprimaient le paiement du treuil

afin d'éviter une augmentation de salaires ; les Inscrits partis en grève pour le paiement du treuil, décidèrent de ne rentrer qu'avec une augmentation de salaires. L'obtention du « salaire national », c'est-à-dire le même salaire que celui des marins de France, tel devint l'objectif essentiel, la revendication fondamentale, celle pour laquelle la grève durerait tant qu'il faudrait. Les patrons avaient « cassé » l'arbitrage ; les marins le cassaient aussi.

LA GREVE

La grève fut absolument générale. L'unanimité des marins, même les quelques non-syndiqués, débarquèrent. Seuls restèrent à bord, les capitaines et les chefs-mécaniciens. Jusqu'au 1er décembre, jour de la rentrée en bloc, pas une défection ne se produisit, pas un gréviste ne se présenta pour être réembarqué.

Le syndicat avait de l'argent en caisse : une dizaine de mille francs. C'était suffisant pour satisfaire aux besoins urgents, mais c'eût été complètement insuffisant pour nourrir 200 marins et leurs familles pendant trois mois. Il n'y eut pas besoin de les nourrir. Les marins sont gens débrouillards. Ce n'était pas la grève de quelques bateaux algériens qui avait fait perdre au port d'Alger son activité : les grévistes purent donc facilement trouver à s'employer comme dockers sur le port, ou comme manœuvres dans les usines situées à proximité. Si bien que la caisse syndicale ne fut mise à contribution que dans la mesure où il lui était possible de suffire.

Sans entrer dans les détails, disons que la Compagnie commerciale d'armement, dont les équipages, au lieu de débarquer, avaient refusé de faire marcher le treuil, et furent, de ce fait, congédiés, fut condamnée à verser aux dits équipages, à titre d'indemnité pour brusque renvoi, une somme de 10.000 francs environ, somme qui, arrivant alors que la grève durait depuis deux mois déjà, fut naturellement la bienvenue.

La grève continuait donc. Les inscrits « tenaient le coup ». Ils savaient bien que ce n'est jamais que devant la force ou la nécessité que le patronat se résout à amputer ses bénéfices au profit des travailleurs. Or, cette nécessité allait bientôt se manifester. Depuis le premier jour de grève, les Inscrits savaient qu'elle apparaîtrait à cette époque : ils savaient que s'ils tenaient jusqu'à l'hiver, ils seraient nécessairement victorieux.

Malgré la grève, les patrons trouvaient le moyen de faire sortir presque tous leurs bateaux. En été, n'importe qui peut être marin ; la mer est calme ; il suffit d'un homme capable de tenir la barre pour que ça marche. Cet homme capable, les Compagnies l'avaient : c'était le capitaine. Le capitaine se mettait donc lui-même à la barre, et le restant de l'équipage pouvait alors, sans grand inconvénient, être composé d'hommes quelconques, de terriens sans aucune connaissance maritime. Recrutant des équipages de fortune qui n'avaient de marin que le nom, les Compagnies parvinrent ainsi, tant bien que mal, à armer leurs navires durant toute la fin de l'été et le début de l'automne, pendant lesquels le beau temps régna sur la côte algérienne avec une régularité désespérante.

Ce n'est pas cependant qu'il n'y eût point d'avaros. D'abord, bien entendu, le travail de plage ne pouvait pas même être tenté avec de pareils équipages, ce qui obligeait les armateurs qui avaient pris ferme des transports à partir d'une plage, d'amener les marchandises de la plage au port le plus proche, par camions automobiles, ce qui, naturellement, leur revenait fort cher. D'autre part, malgré la mer plate, les incidents ou accidents ne manquaient pas : c'est presque tous les bateaux qui manquent à plusieurs reprises les entrées des ports de Cherchell, de Dellys, etc., et ont besoin de plusieurs jours pour faire des voyages qui, d'ordinaire, ne demandent qu'une seule journée.

Mais tout cela n'empêchait point les armateurs de faire naviguer tant bien que mal, lorsque... l'hiver arriva. On était le 25 novembre. Pour la première fois, la mer était grosse. Ce n'était pas une tempête, mais une forte mer, une vraie mer d'hiver. Les deux bateaux de la Société des Cargos Algériens, le « Césarée » et le « Carténée », chargés de vin l'un et l'autre, voguaient de conserve vers Alger venant de Cherchell, lorsque, parvenus presque en face d'Alger, des lames un peu plus fortes que les autres, font embarquer d'assez gros paquets de mer au « Césarée ». Situation qui n'a rien de tragique, mais à condition qu'il y ait un équipage qui ne perde pas son sang-froid, et qui surtout sache son métier. Ce n'était naturellement pas le cas des jaunes du « Césarée », parmi lesquels étaient entre autres plusieurs Russes blancs. Dans une occasion pareille, il est impossible au capitaine de suffire à lui seul à tout. En quelques minutes, le « Césarée » sombra.

La mer cependant n'était point telle que presque tous les membres de l'équipage n'aient pu, d'après le témoignage du mécanicien, l'un des survivants, s'aggripper à des morceaux d'épave, et se maintenir ainsi à flot. Le navire est donc perdu, mais les hommes seront saufs, puisqu'il y a là, tout à côté, le bateau frère, le « Carténée ». Celui-ci a, en effet, tout vu de la catastrophe, et le capitaine donne l'ordre de mettre les canots à la mer pour sauver les naufragés. Oui ! mais le « Carténée », lui aussi, est monté par des jaunes, et non par des marins. Les jaunes refusent catégoriquement de tenter quoi que ce soit pour sauver leurs camarades. Si bien que le capitaine du « Carténée » n'a que la ressource d'abandonner à eux-mêmes les marins du « Césarée », qui hurlent « au secours ! », et de rejoindre Alger à toute vapeur.

Le temps d'annoncer la catastrophe, d'alerter les équipages des remorqueur et de mettre ceux-ci sous pression, les secours n'arriveront sur le lieu du naufrage que quatre heures après : il n'y a plus que 4 hommes qui surnagent, les 16 autres se sont, chacun successivement, laissés couler.

LA VICTOIRE

La solidarité de la bourgeoisie alors s'affirma avec éclat ! Pas un journal, pas plus la « Presse Libre » que les journaux du sénateur Duroux, rendant compte de la catastrophe, ne dirent un mot de la grève. Tout le monde verse des larmes sur les victimes, mais personne ne dénonce les coupables : ceux qui ont fait monter sur les navires des hommes incapables de les conduire. « Si je me suis trouvé dans l'impossibilité de faire davantage — fait dire le ré-

dacteur de la « Dépêche Algérienne » au capitaine du « Carténée » » — je le dois surtout au très mauvais état de la mer, et en partie à mon équipage de fortune, équipage indigène, non aguerri. » Voilà la seule allusion qui, dans toute la presse quotidienne d'Alger, sera faite à la grève, et à la cause véritable du sinistre.

Mais le syndicat des Inscrits, lui, n'entend point faire le silence. Dès le lendemain de la catastrophe, par une lettre adressée à l'Administrateur de l'Inscription Maritime et au Gouverneur Général, il dénonce la cause du naufrage du « Césarée ». Il met les autorités en face de leurs responsabilités ; en même temps, il s'apprête, pour empêcher le retour du crime, à porter la question devant l'opinion publique par tracts, affiches, meetings et manifestations.

Les armateurs comprennent que la partie est perdue. Ils n'ont pu, comme ils l'espéraient, faire remonter à bord les marins avant l'hiver. Désormais, ils le savent, les catastrophes vont succéder aux catastrophes. Il ne leur est plus possible de tenir. Il faut capituler. Ils capitulent.

Pour la première fois depuis le début du mouvement, les armateurs acceptent une entrevue avec les délégués du syndicat. Celle-ci a lieu le vendredi 28 Novembre. Les armateurs acceptent la revendication fondamentale : le même salaire qu'en France; ils y ajoutent même, ce qu'on ne leur demandait pas, des allocations familiales ; ils acceptent de reprendre dans la même Compagnie, et à leur même fonction tous les grévistes, sauf six pour des raisons particulières étrangères à la grève (ceux-ci, d'ailleurs, trouvèrent à s'embarquer en même temps que les autres, mais ils eurent à changer de Compagnie); cependant, pour le treuil, les patrons veulent une satisfaction d'amour-propre : ils ne paieront pas à part le travail du treuil, mais le supplément payé à l'équipage pour le travail général d'acconage sera intégralement réparti entre les matelots, au lieu qu'on en déduise, comme auparavant, trois parts pour le capitaine ; de ce fait, le marin qui touchait autrefois quelque 60 francs par mois en moyenne pour le travail du treuil ne les touchera plus, mais en revanche il touchera pour le travail d'acconage quelque 250 francs de plus par mois. A ce prix, les Inscrits d'Alger sont prêts à accorder à leurs armateurs toutes les satisfactions d'amour-propre que ceux-ci voudront!

L'accord conclu sur ces bases est soumis le lendemain à l'assemblée générale des grévistes, qui l'approuve à l'unanimité, et le lundi suivant, après 89 jours de lutte, les Inscrits regagnaient leur bord, victorieux et la tête haute, sans incidents.

Signalons seulement pour finir, que les communistes algériens usèrent, durant la grève, de tous les moyens pour faire échouer le mouvement : troublant les réunions, tentant de jeter le désarroi dans les rangs des grévistes par des articles qu'on aurait cru sortis tout chauds des officines à Poublanc.

Chacun sait que la poursuite des intérêts de secte a tellement détruit chez ces hommes toute conscience de classe, qu'ils n'hésitent jamais à saboter un mouvement revendicatif ouvrier, du moment que celui-ci ne s'inspire que des intérêts de la classe ouvrière, et non de celui de leur parti.

A. SCHIAVO.

A travers les Livres

Albert Londres. — TERRE D'EBENE (Albin Michel).

En sous-titre : « La Traite des Noirs ». Pourquoi? La traite n'existe plus. Qui dit traite, dit marché et les marchés de main-d'œuvre n'ont pas survécu au petit capitalisme. A l'époque du monopole, l'exploiteur colonial de main-d'œuvre n'a plus à aller chercher ses esclaves au marché : l'administration les lui fournit. C'est le « travail forcé », le « recrutement », « l'engagement », la « réquisition »; ce n'est plus de la traite. C'est, en tout cas, bien pis, car si des siècles de traite officielle n'avaient pas fait grand mal à l'Afrique, quelques dizaines d'années de capitalisme financier l'ont presque transformée en désert.

L'auteur s'est promené dans toutes les parties de cette Afrique noire française; il a constaté par lui-même cette dépopulation, cette mort ultra-rapide d'une race martyrisée, et il nous en rapporte une vision d'épouvante.

Quelques exemples : La « Société des Batignolles » construit un chemin de fer qui reliera le fleuve Congo à l'Océan. Voici le sort des convois de travailleurs, ou si vous voulez, d'esclaves (puisqu'aucun n'est volontaire) « recrutés » par l'administration pour cette compagnie : « Le détachement de Gribérigui perdit 75 % de son effectif. Celui de la Likouala-Massaka, comprenant 1.250 hommes n'en vit revenir que 429. D'Ouesso sur la Sanga, 174 hommes furent mis en route, 80 arrivèrent à Brazzaville, 69 sur le chantier, trois mois après il en restait 36. Pour les autres convois, la mortalité était dans ces proportions. » Ainsi, en quinze mois, 30.000 esclaves ont été fournis aux Batignolles; 17.000 sont officiellement morts, moins de 2.000 restent au travail, les autres sont en fuite ou disparus. (Et la Société n'a construit que 140 kilomètres de voie, il en reste à faire plus du double!)

A quoi sont dus tous ces décès? A la sous-alimentation, à l'absence de salaire, aux coups, à l'excès de travail, à l'absence complète d'outillage. Ce dernier point étonne beaucoup Albert Londres : « J'ai vu construire d'autres chemins de fer. On rencontrait du matériel sur les chantiers. Ici, que du nègre! Le nègre remplaçait la machine, le camion, la grue... Pour porter les barils de ciment de 103 kilos, les « Batignolles » n'avaient pour tout matériel, qu'un bâton et la tête de deux nègres! » Et cette vision aux abords d'un chantier : « Deux cents nègres, sur le sentier même étaient accroupis le long d'un gros arbre abattu. C'était une pile de pont. Ni cordes, ni courroies, les mains des nègres seulement pour tout matériel. La pile n'avançait pas... Un milicien comptait *oune! doé! toâ!* et pris soudain d'un accès d'hystérie, possédé par le démon de la sottise, il courait sur cette pile qu'il voulait qu'on soulevât et cinglait les pauvres dos courbés. Les dos ne bronchaient pas... L'arbre ne faisait pas un mètre. Le milicien tapait plus fort. »

Et bien ! cette absence complète de machines n'est pas particulière aux « Batignolles » et à l'Afrique centrale. On la retrouve en Indochine, à Madagascar, aux Nouvelles-Hébrides, partout où le capitalisme peut exploiter une main-d'œuvre nombreuse et très bon marché. Car le capitaliste ne tire pas ses bénéfices de la machine, mais du travail humain, et ce n'est qu'en des circonstances très particulières que la machine lui devient utile *malgré* qu'elle diminue la main-d'œuvre. Cette vieille découverte marxiste paraît peut-être paradoxale en nos pays à prolétariat avancé et combatif; partout ailleurs, elle est d'une évidence manifeste.

La presse colonialiste et financière a qualifié *Terre d'Ebène* de « mauvaise action ». Evidemment ! Le nègre est un mets que ces messieurs préfèrent manger en cabinet particulier! Souhaitons qu'Albert Londres dérange encore beaucoup de leurs macabres festins.

J. PÉRA.

Nous publierons, la prochaine quinzaine, un article de notre camarade Roger Hagnauer sur les attaques communistes contre le Manuel d'Histoire de la Fédération de l'Enseignement.

LA
RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Faut-il revendiquer la journée anglaise? (1)

Réponse de A. Charroin des typos-linos unitaires

Vive la journée anglaise !

J'ai là, sous les yeux, une circulaire signée M. Joseph Vassivière, avocat-jurisconsulte, promoteur de la réforme, auteur d'un livre intitulé « La Journée anglaise », édité par Alcan, en 1917. Cet *in-quarto* recto-verso contient, en trois paragraphes, tous les avantages que représenterait l'application de la journée continue.

Huit heures d'une seule traite au lieu de deux fois quatre heures avec arrêt de deux heures pour le repas, soit dix heures de travail : gain journalier de deux heures, tout simplement. Un « tout simplement » énorme, répandant ses bienfaits sur toute l'existence des braves ouvriers qui ne demandent qu'à travailler... le minimum de temps avec le maximum d'avantages matériels et pécuniers.

Si nous considérons les heures de travail le plus couramment employées, c'est-à-dire 8 à 12 heures et de 14 à 18 heures, et que nous supprimions l'arrêt de travail — ce qui ne veut pas dire de fatigue — de 12 à 14 heures, il nous reste deux heures à répartir également entre le matin et le soir, ce qui donne, comme temps normal de travail, de 9 à 17 heures.

Résultat immédiat : deux heures de plus par jour à passer *at home*, au milieu des siens, enveloppé d'une chaude atmosphère familiale.

Résultats indirects :

1° Pendant près de six mois, d'octobre à mars, pour certaines maisons assez bien installées, pendant toute l'année pour pas mal d'ateliers obscurs, 2 heures de moins à travailler à la lumière artificielle, d'où conservation de la vue.

2° Sortir 1 heure plus tard le matin quand l'atmosphère est un peu échauffée, rentrer le soir une heure plus tôt, quand la température n'est pas tout à fait refroidie, représente une atténuation certaine des maladies intéressant les voies respiratoires.

3° Moins de fatigue; l'allée et venue du déjeuner n'est pas un repos, *surtout pour la femme*, mais une fatigue, car c'est à midi que la bousculade est la plus intense, tout le monde sortant en même temps. Je passe sous silence l'attente de l'autobus, l'entassement dans le métro, l'énervement et l'échange de microbes qui en résultent.

4° Une heure de plus de sommeil, d'où surcroît de « récupération », avantage sensible pour les surmenés que nous sommes tous.

5° Economie sur toute la ligne : de chaussures (deux voyages au lieu de quatre pour ceux qui déjeunent chez eux), de vêtements (taches, déchirures), d'accidents (la plupart des accidents ont lieu après les repas ou à la fin de la journée), etc.

6° Le plus important résultat, celui qui, à lui seul, justifierait mon enthousiasme; la suppression du bistrot; plus d'apéritifs aussi malsains que chers, plus de cette nourriture de restaurant, peu abondante et mal préparée; plus de ces « jus » arrosés ou avec « vieux calva », de ces « remettez çà patron ! », d'où meilleure santé des individus et de leurs finances. Gain de dix francs par jour en moyenne, dix francs qui trouveraient, par ailleurs, un bien meilleur emploi. Oui, rien que pour cette petite révolution, vive la journée anglaise !

⁂

Henri Simoni, journaliste, a posé la question dans des milieux divers particulièrement intéressés à cette réforme. Les réponses, il les a consignées dans *l'Œuvre*. Hormis les réserves — combien spécieuses — du président de la Chambre syndicale des restaurateurs et d'un directeur de grand « Bouillon », hormis les craintes de quelques timorés, effrayés à la pensée de chambarder des habitudes séculaires, la majorité des personnes consultées sont « pour ».

Est-il utile d'examiner les arguments des réfractaires à la journée anglaise ? Oui, puisque convaincre vaut mieux qu'obliger. Voyons un peu.

Suppression du confortable repas de midi! Pas mal d'hygiénistes, de médecins, estiment, tout net, que le repas copieux pris à midi est néfaste, que le travail qui le suit s'effectue mal et exige un effort qui épuise l'organisme. C'est après le repas de midi — fait significatif déjà cité plus haut — que les accidents sont le plus nombreux.

Impossibilité de faire un repas complet le matin ! C'est vrai; je me vois mal ingurgiter, une demi-heure ou une heure après le lever, un navarin aux pommes ou des tripes à la mode, accompagné de légumes, fromage et dessert. Mais, nul besoin d'un kilo ou deux de victuailles pour « tenir le coup » huit heures durant. Le déjeuner du matin, tel que chacun le prend, est conservé; à la « brisure », d'une durée de trente minutes, un casse-croûte, plus ou moins copieux selon les tempéraments et appétits et le soir, autour de la table commune, le vrai repas, le seul bon et agréable parce que confectionné sainement et pris en bonne compagnie.

Obligation, pour les enfants allant à l'école, de manger à la cantine ! Quel inconvénient à cela? Pour une dépense plutôt moindre, nourriture suffisante. En outre, la suppression de l'aller et retour, de l'école à la maison et *vice-versa* permettra aux loupiots de consacrer un peu plus de temps à leurs ébats physiques, seul dérivatif capable d'annihiler les méfaits du surmenage intellectuel imposé aux écoliers de tous âges et de tous sexes.

⁂

Travailler huit heures durant, même avec un arrêt d'une demi-heure, serait excessif et préjudiciable envers la santé ! Sans blague. Dans ce cas, tant mieux et re-vive la journée anglaise! Huit heures consécutives d'un travail normal provoqueront une fatigue... normale, frein tout trouvé à l'abus des heures supplémentaires, mal endémique dont souffrent toutes les corporations et qui fausse le marché du travail au détriment des salariés; fatigue salutaire si elle engage l'ouvrier à déserter marchands de vins, bals, cinémas et tous autres lieux où la morale à tout à perdre et la santé rien à gagner.

Les huit heures d'une seule traite! Je crois bien ; deux ans d'application de la méthode et c'est la naissance, en France, de la journée de sept heures — appliquée déjà, révolution oblige, en Russie, — conquête que vingt ans de discours et d'écrits sont incapables d'instaurer; c'est la chevauchée irrésistible des bataillons ouvriers en marche vers une transformation sociale de haute valeur; c'est, en un mot,

(1) Voir la R. P. N°s 68, 69, 70 et 71.

une étape vers la disparition d'un vieux monde perclus de préjugés, pourri par la routine, et l'éclosion d'un « monde nouveau »...

Qui donc, parmi les opprimés d'aujourd'hui, se refuserait à le parrainer?

Oui, vive la journée anglaise!

A. CHARROIN,
Secrétaire du Syndicat Unitaire des Typos-Linos.

⁂

Réponse de Souzy des employés de Lyon

Il est évident que la journée anglaise présente, *tout au moins dans les agglomérations importantes, ou dans les usines éloignées des habitations*, un gain de temps. C'est deux voyages de la maison à l'usine qui sont économisés ; et on sait que dans les grandes villes, cela représente souvent demi-heure à chaque voyage, et même davantage.

Autre résultat heureux : la suppression du restaurant, la possibilité de manger à la maison étant réalisée. Sans doute, dira-t-on, il faudra réformer les habitudes actuelles des trois repas. Cela n'a pas grand inconvénient. C'est une simple question d'adaptation. Cependant nous ne croyons pas, comme on l'a dit, que cela représenterait une économie au point de vue argent. Il faut à l'homme une certaine quantité de nourriture. Qu'il la prenne en deux ou trois fois, cela n'y change rien. D'ailleurs, il apparaît bien que le petit déjeuner du matin, qui se trouverait remplacé par un repas plus substantiel, se verrait substituer, le soir, un repas plus léger. Car si l'ouvrier termine sa journée à 13 ou 14 heures, et qu'il déjeune à ce moment, il est difficile d'admettre qu'il puisse demeurer sans nourriture jusqu'au lendemain.

La journée anglaise permettrait de toute évidence au prolétaire de jouir un peu plus des heures ensoleillées de la journée. Sa santé y gagnerait. La journée de travail se terminant, dans l'industrie du moins, à 13 ou 14 heures, il resterait de bonnes heures pour la promenade, l'excursion, le sport, le spectacle, la lecture, la visite des Musées, des bibliothèques, et, ne l'oublions pas, pour les organisations ouvrières. On nous dira que tout cela est très théorique, et que cela représentera, au contraire, de grandes heures pour le jeu de boules, la belotte et le bistro. Et c'est vrai. Il en est de la journée anglaise comme de la langue d'Esope : ce peut être la meilleure ou la pire chose. Nous pensons cependant qu'elle permettrait aux militants de renforcer leur travail, et par conséquent leur propagande. Si nous n'en attendons pas des miracles dans cet ordre d'idées, nous lui trouvons nettement des avantages.

Ajoutons qu'elle aurait encore ce mérite de permettre à l'ouvrier de travailler pendant les heures fraîches, l'été, et d'éviter les grosses chaleurs de l'après-midi, si déprimantes quand il faut fournir un effort dans l'atmosphère de l'usine. Elle supprimerait aussi ces repas pris à la hâte, entre deux trams ou simplement deux voyages à pied, comme le sont trop souvent les repas de midi dans les villes.

Il est certain que cette mesure ne saurait s'appliquer à tous les ouvriers. Il y a des services publics dans lesquels elle sera difficilement réalisable. Mais pour l'industrie, le bureau et même le magasin, nous la voyons parfaitement applicable. Elle entraînerait évidemment quelque perturbation, et léserait peut-être momentanément quelques ouvriers, ceux des entreprises touchées par elle, comme les transports, les restaurants. Mais là encore, c'est une question d'adaptation, et ces inconvénients ne justifieraient pas son rejet par les syndicats. Il est bien évident qu'il faut l'envisager sous l'angle général, et non pas à travers une lunette corporatiste, ce qu'on ne manquera pas de faire.

Il est à présumer qu'elle rencontrera des détracteurs parmi les capitalistes : ceux qu'elle gênerait (comme naguère la réforme de l'heure d'été). Le capitalisme d'ailleurs, s'il l'adopte, *ne le fera qu'à son profit.* C'est parce qu'il espère en retirer quelque chose de concret qu'il la propose. Et c'est bien pourquoi *il faut* que ce soient les syndicats qui prennent la question en main, l'étudient, *et s'occupent d'adapter la réforme à réaliser aux cas particuliers, au mieux des intérêts de chacun et de tous.* Ils se doivent de veiller à ce qu'elle produise pour le prolétariat tous ses effets.

Quant aux travailleurs auxquels elle ne pourra pas être appliquée, nous devons leur demander de comprendre qu'ils ne doivent pas y faire obstacle sous prétexte qu'ils ne sauraient en profiter. Cet égoïsme corporatif doit disparaître devant l'idéal de solidarité ouvrière. En particulier, les travailleurs des champs qui ne peuvent évidemment en bénéficier, doivent comprendre que si leur métier est pénible, exténuant, surtout à certaines époques de l'année, celui de l'ouvrier d'usine est souvent plus malsain et plus meurtrier, et que ce n'est pas un privilège pour lui que d'obtenir le droit à quelques heures de grand soleil et de bon air, mais une nécessité.

Nous n'avons voulu qu'ébaucher la question et donner hâtivement quelques idées. Que chacun réfléchisse et présente ses objections. Mais, à notre avis, la question mérite d'être examinée et traitée à fond, au même titre que le furent il y a quelques années le repos hebdomadaire et la semaine anglaise.

SOUZY.

Un ordre du jour « indécent »

Dans *l'Emancipateur*, de Bourges, on a pu lire, le 17 février, un bref compte rendu du Congrès de la 27ᵉ Union régionale unitaire, et, dans ce compte rendu, signé O., on a pu relever qu'un incident avait été provoqué à ce Congrès « *par l'indécence, pour ne pas dire plus, d'un ordre du jour déposé par le délégué de la minorité... au nom du Syndicat de l'Enseignement de l'Indre.* »

Que l'on juge de « l'indécence » de cet ordre du jour, dont voici le texte :

1° *Le Syndicat de l'Enseignement de l'Indre demande si le Secours Rouge est sous le contrôle de la C. G. T. U. (syndiqués et syndicats).*

2° *Le Syndicat de l'Enseignement de l'Indre demande que les Syndicats contrôlent l'utilisation des fonds du Secours Rouge pour toutes les victimes de leurs opinions syndicales ou politiques de tous les pays.*

Sans doute est-il maintenant indécent de poser une simple question, de demander, par exemple, si la C. G. T. U. contrôle les organisations qu'elle alimente, et, dans la négative, de réclamer ce contrôle.

L'auteur de l'article de *l'Emancipateur* aurait mieux fait de se demander si son article, lui, n'était pas vraiment indécent. En effet, il s'agit d'Olivier, ex-cheminot révoqué de Périgueux, disparu du mouvement syndical depuis plus de trois ans, et qui en 1927, alors à Lourdes, avait avoué ne plus se tenir au courant du mouvement, ne plus lire *l'Humanité*, ne pouvoir faire connaître ses idées dans le milieu où il vivait. (Il charriait dans son auto curés et pèlerins à travers les sites pyrénéens.) Plus fort, alors qu'un de nos amis lui faisait part de ses critiques contre le Parti communiste et la majorité de la C. G. T. U., il déclara les approuver. Et le voici maintenant grand homme du Parti, gérant d'une succursale de coopérative, élu à la Commission Exécutive de l'Union régionale unitaire en violation des statuts, n'étant syndiqué que depuis un peu plus d'un an. Nous tenons à faire observer à Olivier qu'il n'est pas précisément qualifié pour donner des leçons à la minorité, et qu'auparavant il ferait bien de se mettre à l'étude pour combler les lacunes fâcheuses qui existent chez lui.

La quinzaine syndicaliste

Premier réveil

C'est un fait important que cette discussion passionnée au récent Congrès de la XXe Union régionale unitaire, discussion menée non plus entre la direction et notre petite minorité syndicaliste, mais entre cette direction et des militants qui, jusqu'ici, s'étaient rangés dans la majorité. Examinant le rapport moral présenté à ce Congrès, j'avais exprimé la crainte que l'application de « l'autocritique » n'empêchât les critiques de s'exprimer, qu'elle ne constituât une manœuvre habile pour étouffer la discussion. Il n'a servi à rien aux secrétaires de l'Union de faire mille et un *mea-culpa*; ils ont dû supporter que des délégués de grosses organisations comme les T. C. R. P., le Gaz, les Boulangers apportent leurs critiques à la tribune du Congrès, et que certains d'entre eux osent même voter contre le rapport moral.

Ils se croyaient débarrassés, ou à peu près, de la minorité. Les casquettiers exclus, les chauffeurs-conducteurs exclus, les maçons partis dans l'autonomie, il ne restait guère que les typos de solides au poste. Et voilà que des fissures se révèlent dans la majorité. Et voilà nos fonctionnaires régionaux avec une nouvelle minorité sur les bras.

Cela montre bien que l'espoir d'une renaissance du syndicalisme n'est pas mort. On peut décréter contre nous toutes les excommunications et toutes les exclusions que l'on voudra, on ne parviendra pas à tuer l'esprit syndicaliste; tôt ou tard cet esprit reprendra le dessus.

Certes, les militants qui sont intervenus au congrès de la XXe Union ont déclaré n'avoir « rien de commun » avec la Ligue Syndicaliste et la R. P. Ils ont cependant déjà quelque chose de commun avec nous, c'est le souci de protéger l'organisation ouvrière du sabotage du Parti communiste, qui a inventé le mirage de la « radicalisation des masses » alors que nous assistons seulement à une renaissance de l'esprit de lutte, renaissance qui mériterait moins de longs et bruyants discours que l'attention vigilante des syndicats. Nos dirigeants confédéraux voient aujourd'hui la « radicalisation des masses », comme en 1925, ils voyaient le fascisme, comme il y a six mois ils voyaient la guerre. C'est la transposition dans le mouvement syndical des mots d'ordre du parti communiste, si absurdes qu'ils puissent être. Nos dirigeants confédéraux ont infecté la C. G. T. U. de toutes les maladies du Parti.

Laissons faire le temps; laissons s'achever les expériences. Les camarades qui sont intervenus au Congrès de la XXe région seront forcément conduits à s'attaquer directement à la racine du mal, à la direction unique c'est-à-dire à la subordination du mouvement syndical par le Parti communiste. Raynaud leur a montré la voie. Il a senti que c'était bien en réalité la direction unique qui était en cause, et dans sa réponse, il s'empressa de proclamer, de glorifier la suprématie du Parti et son rôle de dirigeant du mouvement syndical. Continuez, Raynaud! Des affirmations de ce genre, il n'en faudra pas beaucoup pour ouvrir les yeux aux trop nombreux militants qui vous suivent encore et qui sont dupes.

La direction unique? J'en ai trouvé une définition fort claire dans la sténographie du Congrès communiste de Lille de 1926. Voici ce que déclarait Crémet, rapporteur sur la question syndicale, à ce Congrès :

« *La direction unique du mouvement ouvrier, c'est la direction du mouvement ouvrier par le parti communiste.* »

Plus loin, Crémet précisait :

« *J'ajoute, la direction unique, c'est encore la commission syndicale chargée non pas de déterminer les tâches syndicales du parti, mais d'appliquer les décisions du bureau politique et, par conséquent, qui doit être liée avec toutes les organisations syndicales, avec le bureau confédéral, avec sa commission exécutive, avec les fédérations, pas seulement chargée de contrôler, ce qui est une toute petite chose en la circonstance, mais chargée d'étudier sérieusement avec chacun de ces organismes comment les décisions politiques prises peuvent, pour le mouvement syndical, s'appliquer sérieusement, les adapter dans leur côté particulier à chacune de nos fédérations c'est-à-dire* LA DIRECTION UNIQUE, C'EST L'APPLICATION DES DÉCISIONS PRISES AU BUREAU POLITIQUE, PAR LA COMMISSION SYNDICALE SUR LE TERRAIN SYNDICAL. » (P. 593).

Camarades des T. C. R. P., du Gaz, des Boulangers, voilà la cause, la vraie cause, et un jour ou l'autre, vous y remonterez. En attendant, nous saluons avec joie votre intervention au Congrès de la XXe Région comme un premier réveil, une première réaction contre le sabotage de la C. G. T. U. par le Parti communiste.

***

Que se passe-t-il dans le S. G. T. tchécoslovaque ?

L'Humanité du 12 mars a publié la dépêche que voici:

Prague, 11 mars (*Humanité*). — *Dans une séance du présidium des syndicats rouges, les éléments opportunistes et les liquidateurs ont mis en pratique la scission dans les syndicats rouges en renversant la direction.*

La maison syndicale et le secrétariat sont aux mains des scissionnistes.

Le Parti communiste mobilise toutes les forces contre les liquidateurs et les scissionnistes et adresse un appel à la classe ouvrière.

On sait que le Syndicat Général Industriel est, en Tchécoslovaquie, à peu près l'équivalent de notre C. G. T. U. Une crise sourde y existait depuis plusieurs mois, notamment dans les Produits chimiques et dans les Métaux, où les méthodes de « réorganisation » imposées par l'I. S. R. rencontraient des résistances.

Admirons, en attendant des renseignements plus précis, le toupet de *l'Humanité*. Il semble que ce soient les « opportunistes » qui ont eu la majorité à ce présidium. Et *l'Humanité* écrit qu'ils ont « mis en pratique la scission ». Ne serait-ce pas pour masquer la tactique scissionniste des éléments du Parti, qui ne peuvent évidemment supporter d'être mis en minorité dans les syndicats?

M. CHAMBELLAND.

Un singulier secrétaire fédéral

Où sont les saboteurs

Au récent Congrès de l'Union locale unitaire de Châteauroux, Hervier, secrétaire de l'Union régionale, raconta une histoire vraie, qui montre comment certains militants de la majorité confédérale comprennent et font le travail dont ils sont chargés. Cette histoire serait risible, si elle n'était pas si triste par ses résultats. Voici.

Sans que personne n'en fût avisé, ni le bureau confédéral, ni les membres de sa fédération, le secrétaire de la Fédération unitaire de l'Agriculture, Roqueblave, partit un beau matin pour la Russie où il resta environ deux mois.

Avant son départ, il se borna simplement à écrire à l'ancien secrétaire, Boisseau, des jardiniers de Paris, et à Bornet, des bûcherons du Cher. A l'un et à l'autre, il demandait de le remplacer pendant son absence, sans plus. Naturellement, Bornet ne put se rendre à Paris. Comment aurait-il pu y vivre ? Roqueblave avait oublié de le lui dire. Quant à Boisseau, il fit ce qu'il put. Mais de nombreuses demandes de renseignements restèrent sans réponses, et des Syndicats peu solides en furent frappés à mort.

Cependant, on n'a pas envisagé le débarquement de Roqueblave, coupable d'avoir abandonné ses fonctions avec une si belle désinvolture. On veut le caser dans le Midi, où il deviendrait secrétaire régional des viticoles, pendant que Bornet serait secrétaire des bûcherons du Centre. Le Congrès de l'Union locale unitaire de Châteauroux a demandé, lui, que Roqueblave soit débarqué purement et simplement.

C'est la sanction qui conviendrait pour un tel sabotage de la propagande et de l'organisation syndicales à la campagne. Mais s'en soucie-t-on, à la C. G. T. U. ? Ne préfère-t-on pas, en cette matière, laisser le champ libre au Parti communiste et à ses politiciens?

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

LUNDI 25 FÉVRIER. — Les lock-outés des usines Gnome et Rhône refusent de reprendre le travail.

Australie. — La grève du bois provoque la rupture de la conférence de « paix industrielle ».

MARDI 26. — Discussion sur les grèves récentes au Conseil national des mineurs unitaires.

— Arrestation de Vaillant-Couturier.

MERCREDI 27. — Le Conseil national des mineurs unitaires procède au remplacement de Kirsch, secrétaire fédéral démissionnaire.

Tchécoslovaquie. — Le Congrès du Parti communiste a décidé de demander à l'I. C. le rappel de Sméral.

JEUDI 28. — Nouvelle grève des dockers de Bordeaux, contre l'arrestation de deux délégués.

VENDREDI 1er MARS. — La Chambre ratifie le pacte Kellogg par 570 voix contre 12.

— Les dockers de Bordeaux obtiennent la libération de leurs délégués.

DIMANCHE 3. — Création, à Montluçon, de la Confédération générale des paysans travailleurs.

LUNDI 4. — Les grévistes de chez Gnome et Rhône votent la reprise du travail sur promesses verbales de la direction.

Mexique. — Une rébellion clérico-militaire éclate dans l'état de Vera-Cruz et de Sonora.

Indes. — A Calcutta, Gandhi est arrêté, puis libéré sous caution.

MARDI 5. — N'ayant pu rentrer tous ensemble, les ouvriers de chez Gnome et Rhône continuent la grève.

— Réunis en meeting salle Wagram, les ouvriers boulangers parisiens votent le principe de la grève.

— A la Chambre, Painlevé est interpellé sur la mort de 30 soldats casernés à Trêves.

Japon. — Assassinat du député travailliste Sunzi Yamamoto.

MERCREDI 6. — Reprise du travail chez Gnome et Rhône.

— Mort de Philbois, ancien député communiste de l'Aube.

— Au Conseil de la S. D. N., débat sur la question des minorités.

— Une Commission gouvernementale d'enquête, présidée par le maréchal Pétain, part pour la Rhénanie.

JEUDI 7. — *Mexique.* — Les troupes gouvernementales reprennent la Vera-Cruz et Monterey.

VENDREDI 8. — Grève partielle des chauffeurs de taxis parisiens.

— Dumay et Bertrand, du *Quotidien*, sont inculpés d'escroqueries et d'abus de confiance.

— Le Comité des Experts propose la création d'une banque pour les règlements internationaux.

SAMEDI 9. — Ouverture à Berlin du Congrès international antifasciste.

Mexique. — Prise de la ville de Juarez par les insurgés.

DIMANCHE 10. — Dernière séance du Congrès de la XXe Union régionale unitaire.

« L'opposition de droite » en Russie

Voici les principaux passages de la lettre du correspondant de Moscou du *Messager Socialiste* (publiée par *le Populaire* le 10 mars), dont Monatte parle dans son carnet.

C'est Tomski qui a élevé dernièrement une protestation énergique contre la politique de Staline. La « sortie » de Tomski reflète le mécontentement croissant des ouvriers, dont les conditions de vie ont considérablement empiré ces derniers temps. On affirme que le discours de Tomski au Bureau Politique a été très vigoureux. Il a déclaré que la politique de Staline pousse directement les ouvriers aux grèves, que le mouvement gréviste, une fois déclenché, prendra une grande envergure, que les militants syndicalistes ne savent pas quelle attitude prendre au cours des conflits, d'autant plus que l'autorité des dirigeants syndicaux est ruinée non seulement par le travail clandestin des trotskistes, mais aussi par les agents de Staline qui, n'ayant rien de commun avec le mouvement syndical, sont « imposés » d'en haut.

Tomski a indiqué clairement que l'on ne devait pas mettre en jeu l'avenir du parti léniniste à cause de l'entêtement et de la politique personnelle d'un homme.

Quant à Boukharine, il est entré en « dissidence » avant Tomski. *Pour lui, la Russie soviétique est à la veille d'une catastrophe économique qu'elle ne peut éviter que par un changement radical et savant de la politique.*

Ayant perdu l'espoir d'amener Staline à changer d'opinion, Boukharine s'est adressé à Kamenev pour lui proposer, ainsi qu'à Zinoviev, de réunir leurs forces en vue du redressement de la politique du parti. L'éloignement de Staline n'était pas indiqué explicitement comme but de l'union proposée, mais cela résultait clairement de la conversation que Boukharine avait eue avec Kamenev. Boukharine proposait, en cas d'accord, d'élaborer ensemble un programme d'action.

Pour sonder Zinoviev, Kamenev a fixé sur le papier sa conversation avec Boukharine et a transmis le document à Zinoviev. Grâce à la filature que Staline a organisée autour de ses adversaires, la lettre est tombée entre ses mains et il l'a transmise à la Commission Centrale de Contrôle. (Le bruit court à présent que Zinoviev serait nommé directeur de la *Pravda*, en remplacement de Boukharine. Si c'est exact, le document a dû parvenir à Staline par une voie plus directe).

Un formidable scandale éclata alors. Boukharine — le théoricien du parti, le directeur de la *Pravda*, membre du Bureau Politique — était pris en flagrant délit d'organisation d'un coup d'Etat au sein du parti et du gouvernement! Boukharine — le « chef aimé » du parti, « l'enfant chéri de la révolution », comme l'avait dénommé Soltz, membre de la Commission Centrale de Contrôle, — avait commis un grave crime contre le parti!

La C. C. C. convoqua Boukharine. Celui-ci a d'abord essayé de se justifier par la nécessité de trouver une issue à l'impasse dans laquelle Staline avait poussé le parti. Mais bientôt il fut délogé de cette position par les accusateurs staliniens et ne put plus se défendre contre l'accusation d'avoir commis le plus grave acte d'indiscipline.

L'atmosphère à l'audience était si angoissante et orageuse que Boukharine n'a plus été maître de ses nerfs — comme lors de l'insurrection des socialistes-révolutionnaires de gauche (en 1918) : dans une crise d'hystérie, il se mit à sangloter. Il semble que la majorité des membres de la C. C. C. se rendirent à ce moment compte de la désagrégation définitive du parti. Aussi aucune décision n'a-t-elle été prise sur le cas Boukharine. Celui-ci donna lui-même sa démission de la *Pravda* et du présidium de l'Internationale Communiste.

Les conflits avec Tomski et avec Boukharine ont produit la plus grande impression sur les membres du Comité Central. Le mécontentement de la politique de Staline se généralise parmi ses membres. On affirme qu'un groupe influent (y compris Tomski, Boukharine, Rykov) a adressé au Bureau Politique et au Comité Central une lettre pour demander que l'on examine si Staline est à la hauteur de la tâche qui incombe actuellement au secrétaire général du parti bolcheviste. Les signataires rappellent dans cette lettre que Lénine avait mis le parti en garde contre Staline, qui tuerait le parti. *Ils insistent sur la nécessité de changer la politique économique* dans le sens suivant : diminuer les crédits destinés à l'industrialisation et à la socialisation de l'agriculture; accorder de larges facilités aux paysans.

⁂

L. Médard a-t-il été assassiné?

Un militant ouvrier de Meurthe-et-Moselle, le camarade L. Médard, secrétaire du Syndicat des mineurs de fer du bassin de Briey, est mort à Homécourt le 20 février dernier, dans des circonstances mystérieuses.

La grève générale des mineurs du bassin avait été,

on s'en souvient, décidée en principe et une campagne d'agitation était menée par le syndicat. Nous avons reproduit ici-même un article de L. Médard, où le militant dénonçait la répression déclenchée en cette occasion contre le syndicat et contre ses propagandistes de langue étrangère.

La mort de L. Médard serait-elle un épisode tragique de la lutte des classes dans cette Meurthe-et-Moselle qui nous fait toujours penser au « Talon de fer » ?

Voici l'article du *Réveil Ouvrier* qui relate les circonstances de la mort de Médard :

La veille de sa mort, Médard avait accompli sa tournée de délégué mineur. Il était remonté de la mine à 22 heures. On l'avait vu en compagnie de trois individus dans un café. Le tenancier ferma son établissement à 23 heures. Du café au domicile de notre ami, il y a environ 200 mètres. Or, Médard ne rentra chez lui qu'à 1 heure du matin. Que fit-il pendant ces deux heures ? Avec qui était-il?

Telle est la question que se posent ses camarades qui, connaissent ses habitudes et savent qu'il ne s'attardait sous aucun prétexte.

Or, à 2 heures, Médard se plaignit d'éprouver de violentes brûlures sur l'estomac. Mme Médard lui fit prendre de la tisane chaude pour le calmer. Il but beaucoup, il avait très soif, une soif inextinguible.

Le matin, il se leva, alla respirer l'air dans son jardin. Au retour, il mourut subitement sur sa chaise.

On s'aperçut alors qu'il avait reçu un coup derrière l'oreille.

On conviendra qu'il y a là de quoi éveiller la suspicion des camarades et qu'une enquête s'impose.

Médard a-t-il été empoisonné ? Les brûlures qu'il ressentit et cette soif pourraient le laisser croire.

Médard a-t-il été attaqué et frappé ? La découverte faite sur son cadavre le laisserait supposer, et ainsi serait expliqué le long laps de temps qu'il mit pour rentrer chez lui.

On pourrait objecter qu'il en aurait parlé à sa femme. Non. Médard cachait à sa femme, pour ne pas l'effrayer, les menaces dont il avait été l'objet, à différentes reprises. S'il avait été attaqué, il se serait bien gardé de le lui dire.

Une plainte de la famille a été déposée au Parquet. Il paraît que le procureur a ordonné une enquête.

Il faut qu'on sache en haut lieu que nous ne nous contenterons pas d'une parodie de justice. Nous n'aurons pas de cesse que ce mystère soit éclairci.

Médard a-t-il été assassiné?

***

Les soldats morts à Trèves

Le gouvernement et la commission de l'armée de la Chambre procèdent à une enquête sur les nombreuses morts de soldats survenues à Trèves pendant les grands froids. Reproduisons, d'après l'*Officiel*, l'intervention du socialiste Barthe, qui a exposé les faits et montré la responsabilité du commandement :

M. Edouard Barthe. — ...En un mois, de mi-janvier à mi-février, on a eu à regretter le décès de trente soldats dans la garnison de Trèves.

Ces décès ne sont certainement pas imputables à l'épidémie de grippe. Parmi les 1.100 familles françaises, dont quelques-unes comptent de nombreux enfants, qui vivent à Trèves, il n'y a eu aucun décès. D'ailleurs, on n'a constaté également aucun décès parmi les officiers et les sous-officiers de cette garnison. Seuls, les petits soldats ont été atteints.

La raison de ces événements est qu'aucune mesure de précaution n'a été prise pour permettre à ces jeunes gens, incorporés en novembre et dont la plupart sont recrutés dans le Midi, de supporter les grands froids.

La Ligue des Droits de l'homme, toujours attentive à la vie du pays, a procédé à une enquête très sérieuse. Les faits révélés sont des plus angoissants. Ils engagent gravement la responsabilité des autorités militaires locales.

La vie des soldats en territoire d'occupation est exténuante. La nourriture n'est pas surveillée et laisse bien souvent à désirer.

M. Georges Nouelle. — Nos enfants meurent de faim en Rhénanie.

M. Paul Marchandeau. — Il n'y a pas que là.

M. Edouard Barthe. — Pour vous montrer la responsabilité des autorités militaires locales, je vais vous donner connaissance de l'ordre de place du 12 février dernier, dont j'ai l'original sous les yeux.

Dans cet ordre de place, je vois d'abord, au verso, que l'on annonce quatre enterrements de soldats. Et, à cette date, treize soldats déjà étaient morts.

C'est dans cet ordre de place que, pour la première fois, on prend des mesures sérieuses pour défendre contre le froid les soldats casernés à Trèves.

On supprime le tir aux champs de tir de Bayer et de Burgom.

Je lis ensuite :

« Les exercices exigeant l'immobilité des hommes seront supprimés. Pour tous les exercices extérieurs, les chefs de corps veilleront à ce que les hommes soient suffisamment couverts et reçoivent, au retour, des boissons chaudes.

« Les sentinelles devant les hôtels des officiers généraux seront supprimées. »

Jusqu'à ce moment, on avait obligé de petits soldats, par un froid glacial, à monter la garde devant les portes des immeubles où étaient logés les officiers supérieurs.

« Dans les quartiers et casernes, et dans les postes où le service le permettra, les sentinelles seront remplacées par des plantons qui se tiendront à l'intérieur des portes. »

Ainsi, jusqu'à cette époque, on n'avait pris aucune mesure, tant pour le vêtement que pour la nourriture et pour les boissons chaudes. On n'avait pas prévu la suppression des sentinelles qui n'étaient pas indispensables au service. Ce n'est que lorsque, le 12 février, il y avait eu treize morts qu'on a commencé à prendre ces mesures.

Je montrerai, au cours de l'interpellation, combien l'autorité militaire a mérité, sur ce point, de graves reproches. Qu'il me suffise de dire que, dans certaines casernes, la vie du troupier a été un véritable martyre.

Quelques kilogrammes de débris de charbon étaient distribués pour chauffer des immeubles, alors que la température était de — 20°. Au bout d'une heure à peine, ce charbon était épuisé et l'immeuble n'était plus chauffé.

Dans les casernes dites de Verdun et de la Marne, à Trèves, la surveillance laissait à désirer. Les conduites d'eau étaient gelées. Les hommes ne pouvaient plus se nettoyer. Pendant un mois, ils n'ont pu laver leurs effets.

Dans l'un de ces bâtiments, il n'existait pas de water-closet aux étages. La nuit, les soldats devaient traverser une cour exposée à tous les vents, sous une température polaire. Ce n'est qu'après le 15 février qu'on a installé les tinettes. On aurait dû y songer au début même des grands froids.

Il y avait, dans les services de certains médecins, jusqu'à deux cents malades, qui n'étaient pas soignés.

Je citerai le cas du soldat Picherau, de la 4e D.-C. du régiment d'artillerie. Il est exempt de service. On le fait coucher dans un local tellement froid que, le lendemain matin, on le trouve mort dans son lit.

Plusieurs membres. — C'est abominable.

M. Edouard Barthe. — On affirme, monsieur le ministre — je n'en suis pas sûr, je vous demande de faire une enquête à ce sujet — que plusieurs soldats sont morts dans les locaux disciplinaires, où on les avait abandonnés.

Il y a d'autres faits aussi pénibles, que je ne cite pas. Je ne suis pas monté à cette tribune pour tenter de soulever un scandale. Je veux simplement faire une œuvre utile.

Il est indispensable qu'une enquête sérieuse soit menée, afin de faire apparaître toutes les responsabilités, et que des sanctions sévères soient prises pour punir les coupables. (*Applaudissements.*)

Un fait est certain ; dans la population civile, qui comprend, je le répète, 1.100 familles françaises, quelques-unes comptant de nombreux enfants, il n'y a pas eu de décès; il n'y en a pas eu non plus parmi les officiers et les sous-officiers.

Mais il y a eu 30 morts parmi les hommes de troupe, et je ne compte pas les décès parmi les Annamites.

Trente petits soldats sont morts, qui n'étaient pas habitués au froid, qui n'avaient pas une nourriture suffisante.

⁂

A propos du timbre antituberculeux

Nous avons dit dans un récent article sur les assurances sociales, (1) que la bourgeoisie distribuait au peuple une médecine spéciale, pour pauvres, et que cette distribution n'avait que l'apparence de la gratuité.

C'est le peuple qui paie, en effet, et nous ne saurions trop souligner ce point ; l'œuvre de charité vit rarement des charitables qui, parfois, vivent d'elle. Ceux-ci versent généralement des sommes dérisoires ; ils font appel à l'Etat qui subventionne et décore ; ils font appel aussi à la mendicité.

C'est admirable ! Nulle part ailleurs, on ne trouve une illustration plus lumineuse de l'hypocrisie sociale : faire payer par le peuple, une chose qu'on semble lui offrir et dont on garde le bénéfice moral et le profit matériel.

L'Œuvre a dernièrement signalé un petit fait que nous aurions tort de négliger : un journaliste avait inséré un papier d'où il ressortait que le timbre antituberculeux rapportait 30 % à ceux qui le vendaient. Le « Comité de Défense contre la Tuberculose », qui a des contacts avec le Comité des Forges, avait commercialisé la charité. Cela choquait nos petits bourgeois de *l'Œuvre*. Il y a longtemps que l'église vend des indulgences, mais, au moins, c'est une monnaie facile ; nos laïcs idéalistes ont éprouvé quelque surprise de voir lancer la charité comme une affaire ordinaire, Le fait est cependant exact, mais le pourcentage est moindre que *l'Œuvre* ne l'avait annoncé. Il ne dépasse pas 10 %, dit la lettre rectificative du Comité, « il est d'ordre purement social ». Le journaliste de *l'Œuvre* dut publier en effet le lendemain une rectification du Comité de Défense contre la Tuberculose. Nous apprenons ainsi que la vente du timbre antituberculeux a rapporté l'an dernier plus de 12 millions. Cette somme constitue évidemment la plus grande part du budget du Comité qui, il y a peu d'année encore, n'atteignait pas 5 millions, d'ailleurs fournis pour la plus grande part par des subventions officielles.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces faits. Nous voulons simplement, aujourd'hui, prendre cet exemple pour montrer à la classe ouvrière ce qu'elle pourrait réaliser.

Nous ne nions pas l'utilité des œuvres antituberculeuses ni les services qu'elles peuvent rendre. Nous disons : c'est le public qui paie ; et qui dirige ? Des politiciens, des philanthropes, des médecins triés sur le volet, des industriels, des dames du monde. Des ouvriers, des représentants des organisations de la classe ouvrière? Point.

La classe ouvrière fait les frais, mais elle est sujette : elle ne gère pas, elle ne participe même pas à la gestion. C'est qu'elle n'est pas prête pour cette gestion; ces problèmes de médecine sociale et d'hygiène ne paraissent pas la préoccuper. Comment s'étonner, dans ces conditions, qu'ils soient si mal posés?

Le meilleur moyen de combattre la tuberculose est de favoriser une vie saine, d'éviter le surmenage, les mauvaises conditions de travail, les ateliers malsains, les logements surpeuplés et sans lumière. Vous comprenez bien : *c'est d'abord une solution sociale qu'il faut rechercher*, sans négliger, bien entendu, les autres aspects du problème, médical et technique.

Or, ceux qui gèrent les fonds fournis par la masse des ouvriers, sont loin d'orienter le problème vers une solution sociale. Médecins ou non, philanthropes, dames du monde, industriels, appartiennent au milieu bourgeois. Quelle que soit leur capacité technique (et nous savons comment se créent, par la réclame, les dieux intellectuels que la bourgeoisie présente au peuple), ces gérants sont d'abord des bourgeois.

Les Docteurs Calmette et Roux, de l'Institut Pasteur, sont membres du Comité directeur de la Ligue civique où l'on prépare les jaunes; les autres sont à l'avenant. Naturellement, ils se placent sur le plan bourgeois; ils cherchent des solutions adaptées au cadre social d'abord. Quant à comprendre que la Société est coupable des méfaits qu'ils sont appelés à corriger, ils n'en sont pas capables.

La classe ouvrière pourrait s'emparer de ces problèmes de médecine sociale et d'hygiène. Ces quêtes pour lesquelles on fait, dans les écoles publiques, une pression très vive, qui empêcherait de les organiser pour une œuvre populaire? L'Etat serait assez gêné de les voir entreprendre, et peut-être obligé de les subventionner. On pourrait, en effet, pour soutenir ce mouvement, faire pression sur le Parlement, sur les Conseils généraux, sur les Municipalités.

Ce serait une assez jolie lutte à entreprendre dans laquelle les organisations ouvrières puiseraient une expérience qui leur manque aujourd'hui. Avant et au début de la révolution de 1789 se sont créés des organismes de remplacement où la bourgeoisie révolutionnaire a mûri son expérience; elle a pu ainsi profiter des circonstances économiques qui lui ouvraient la voie.

Si la classe ouvrière abordait ces problèmes concrets, peut-être trouverait-elle le chemin de l'unité en apprenant le rôle qu'elle est appelée à jouer, parmi les phénomènes qui annoncent, préparent et accompagnent la liquidation d'une Société dont le mécanisme est évidemment plus complexe qu'il ne l'était en 1789? — L. FONTIS.

(1) Voir les numéros 70 et 71 de la *R. P.*

NOUS AVONS REÇU :

Terre d'Ebène (La Traite des Noirs), par Albert LONDRES, 12 francs (Albin Michel);

Les Méfaits des Assurances sociales en Allemagne et les moyens d'y remédier, par le Dr E. LIEK, 1 vol., 18 francs (Payot);

Les Déportés de Mussolini, une brochure, 0 fr. 50, éditée par le Comité d'initiative du Congrès international antifasciste;

Par delà l'intérêt (Essai de psychologie morale), par L. BARBEDETTE (Editions de la Fraternité universitaire);

Précis d'économie politique (L'économie politique et la théorie de l'économie soviétique), par I. LAPIDUS et K. OSTROVITIANOV, 1 vol., 30 francs (Editions sociales internationales).

SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Mlle Marcouly (Seine), 10; Quatre camarades de la région de Brest (Finistère), 10; Coudert (Seine-et-Marne), 5; Perrin (Vosges), 5; Leclercq Emile (Seine-et-Oise), 10; Martinet (Seine), 20; Ducret (Doubs), 10; Mouillaud (Loire), 10; Mlle Marcouly (Seine), 10; Chabaudie (Limoges), 5; Renon (Limoges), 10; Burguet (Limoges), 10; Marguerite Poulier (Rhône), 10; Muron Marius (Loire), 5; Flauss (Seine), 10. — Total : 140 francs.

POUR LES GREVISTES D'HALLUIN

Godonnèche (Seine), 5 ; R. L. (Alger), 50. — Total : 55 francs.

ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 1; Côte-d'Or, 1; Côtes-du-Nord, 2; Finistère, 2; Haute-Loire, 1; Vienne, 1; Haute-Vienne, 1; Suisse, 1. — Total : 10.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.

Impr. « LABOR », 3, Bd de Vaugirard, Paris (15e)

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 251.310

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 17. R. DE SAMBRE-&-MEUSE. PARIS (10e)

Chèque postal
MARCEL HASFELD
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

A. BEUCLER. — **Paysages et villes russes** (N.R.F.) .... Fr. 9 »
GOETHE. — **Le Roman du Renard** (Coll. Scripta Manent) (Pot Cassé) .... 15 »
VIRGILE. — **Les Bucoliques et les Géorgiques** (Coll. Antiqua) (Pot Cassé) .... 15 »
DE COSTER. — **La Légende d'Ulenspiegel** (Lamertin) .... 18 »
VLAMINK. — **Tournant dangereux** (Stock) .... 12 »
Marc STEPHANE. — **La Cité des fous** (Grasset) .... 12 »
Paul LEAUTAUD. — **Passe-Temps** (Mercure de France) .... 12 »
J. KESSEL. — **Belle de Jour** (N.R.F.) .... 12 »
Albert LONDRES. — **Terre d'Ebène. La traite des Noirs** (Michel) .... 12 »
Jean TOUSSEUL. — **La veilleuse** (Rieder) .... 12 »

QUESTIONS SOCIALES

Jacques DORIOT. — **Les colonies et le communisme** (Montaigne) .... 10 »
H.-G. WELLS. — **La conspiration au grand jour** (Montaigne) .... 12 »
G. PIROU. — **Doctrines Sociales et Science Economique** (Sirey) .... 25 »
L. ROMIER. — **L'Homme nouveau** (Hachette) .... 12 »
Raoul LABRY. — **Alexandre Herzen** (Bossard) .... 45 »
Raoul LABRY. — **Herzen et Proudhon** (Bossard) .... 18 »
KARL MARX. — **Œuvres Politiques.** II. Lettres sur l'Angleterre .... 12 »
— — III. La Question d'Orient (Costes) .... 12 »
Pierre CHASLES. — **La Vie de Lénine** (Plon) .... 12 »

EN SOUSCRIPTION

POUR PARAITRE EN OCTOBRE 1929

Victor Serge

L'AN I DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Un volume de près de six cents pages
prix actuel *quinze francs* franco.

Nous réservons ce prix spécial aux premiers souscripteurs qui, connaissant la valeur des écrits déjà publiés de l'auteur, n'hésiteront pas à souscrire, dès à présent, à cet ouvrage qui est de la classe des « Dix jours qui ébranlèrent le Monde » de John Reed.

Comprenez l'importance d'une telle publication, et les charges qu'elle représente. Aidez-nous.

Songez aussi que le prix définitif sera de 25 francs, et que le prix actuel de souscription ne sera maintenu que **quelques semaines.**

Souscrivez sans tarder par chèque postal N° 43-08.
Seules les souscriptions payées seront inscrites.

Nouvelle adresse : 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-Xe. — Téléphone : Combat 08-02
Chèque postal : N° 43-08, Paris